

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

28 octobre 2022

**NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (\*)**

**Asile et Migration**

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 oktober 2022

**ALGEMENE BELEIDSNOTA (\*)**

**Asiel en Migratie**

---

*Voir:*

Doc 55 **2934/ (2022/2023):**

001: Liste des notes de politique générale.  
002 à 005: Notes de politique générale.

(\*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

---

*Zie:*

Doc 55 **2934/ (2022/2023):**

001: Lijst van Beleidsnota's.  
002 tot 005: Beleidsnota's.

(\*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement

08052

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## INTRODUCTION

L'an dernier a été particulièrement mouvementé. Après 2021, où le monde politique a été confronté à une grève de la faim, à la prise de Kaboul par les Talibans et à l'organisation d'une opération Red Kite à grande échelle, 2022 a été tout sauf calme. Ces événements ont une fois de plus montré que le département Asile et Migration fait souvent face à des situations imprévues et graves.

Citons en premier lieu la guerre en Ukraine. Quand les troupes russes ont franchi, fin février, les frontières de l'Ukraine en différents endroits, la mobilisation a été immédiate. Non seulement dans notre pays, mais aussi dans l'ensemble de l'Union européenne. Afin de gérer le flux de réfugiés en provenance d'Ukraine, le statut de protection temporaire prévu par la directive européenne de 2001 a été activé. Il n'a fallu que quelques jours à l'Office des Étrangers et Fedasil pour mettre en place un centre d'enregistrement au Heysel. Ce centre est toujours opérationnel à l'heure actuelle. Il a largement prouvé sa plus-value.

Arrivés en Belgique, plusieurs Ukrainiens ont pu rejoindre leur famille ou des connaissances. D'autres ont e.a. pu être accueillis grâce à l'initiative #PlaceDispo par laquelle des citoyens s'engagent à héberger temporairement des réfugiés ukrainiens et qui a rencontré un franc succès.

Par ailleurs, nous avons été et sommes encore confrontés à une augmentation de l'afflux de demandeurs d'asile, qui met notre système d'asile fortement sous pression. L'an dernier, notre pays n'a cessé de chercher des solutions en prenant des mesures destinées à limiter les arrivées, augmenter les départs du réseau d'accueil et créer de nouvelles places d'accueil.

En raison de l'afflux croissant de demandeurs de protection internationale et l'arrivée des réfugiés ukrainiens, nous avons déjà reçu, depuis janvier, environ 85.000 demandes de protection dans notre pays. Il est indéniable que cette situation pose d'énormes défis pour la politique d'asile.

Malgré ces défis inattendus, il faut continuer à travailler sur les réformes qui s'imposent. Et ce sont précisément ces situations urgentes qui mettent encore plus en avant toute la nécessité de revoir notre système migratoire actuel. Comme précisé également dans la déclaration de politique de juillet dernier, je mènerai une réforme approfondie et structurelle autour de trois axes: au travers d'un nouveau Code de migration, il s'agira d'élaborer un cadre légal clair et de rendre les

## INLEIDING

Afgelopen jaar was een bewogen jaar. Na 2021, waarin het beleid met een hongerstaking en met de inname van Kabul door de taliban en de organisatie van de grootschalige Red Kite-operatie werd geconfronteerd, was ook 2022 allesbehalve een rustig jaar. Het toont nog maar eens aan dat het departement Asiel en migratie vaak met onvoorziene en acute situaties te maken krijgt.

Allereerst is er de oorlog in Oekraïne. Toen eind februari Russische troepen de Oekraïense grenzen op verschillende punten overschreden, was het meteen alle hens aan dek. Niet enkel in ons land, maar in de gehele Europese Unie. Om de vluchtelingenstroom vanuit Oekraïne het hoofd te bieden werd het tijdelijk beschermingsstatuut uit de Europese richtlijn uit 2001 geactiveerd. Op de Heizel werd er door de Dienst Vreemdelingenzaken en Fedasil op enkele dagen tijd een registratiecentrum opgericht. Vandaag is het nog steeds in gebruik. Het heeft zijn meerwaarde ruim bewezen.

Verschillende Oekraïners konden in ons land bij familie of kennissen terecht. Anderen werden o.a. via het succesvolle initiatief #PlekVrij opgevangen waarbij burgers zich engageren om tijdelijk onderdak te verlenen.

Daarnaast werden we, en worden we nog steeds geconfronteerd met een sterk verhoogde asieliinstroom. Deze hoge instroom zet ons asielsysteem onder grote druk. Het afgelopen jaar is er non stop naar oplossingen hiervoor gezocht, waarbij er maatregelen genomen werden om de instroom te beperken, de uitstroom uit het netwerk te vergroten en ook nieuwe opvangplaatsen werden gecreëerd.

De verhoogde instroom van verzoekers om internationale bescherming en de komst van de Oekraïense vluchtelingen maakt dat we sinds januari dit jaar al rond de 85.000 mensen met een beschermingsvraag in ons land hebben zien toekomen. Niemand kan ontkennen dat dit het asielbeleid voor enorme uitdagingen stelt.

Deze onverwachte uitdagingen nemen niet weg dat er verder moet worden gewerkt aan de noodzakelijke hervormingen. Meer nog, het zijn net deze acute situaties die des te meer aantonen dat ons huidig migratiesysteem deze grondige hervormingen broodnodig heeft. Zoals ook in de beleidsverklaring afgelopen juli toegelicht, zal ik op drie vlakken grondig en structureel hervormen: via een nieuw Migratiewetboek bouwen we aan een duidelijk wettelijk kader en worden de verblijfsprocedures



politique généreuse en matière de visas et ne respecte pas ses propres obligations en matière d'asile, ce qui entraîne une augmentation des nationalités spécifiques dans les systèmes nationaux d'asile. Pour notre pays, la conséquence en a été une hausse du nombre de demandeurs de protection internationale burundais. Le message est entre-temps parvenu à Belgrade et à Bujumbura. Je renvoie également à la coopération au sein du Benelux, qui mise sur une coopération pour la négociation d'accords de retour.

Les efforts diplomatiques doivent également déboucher sur des conventions et accords. La Belgique contribuera à la mise en place d'un ordre international basé sur des règles. Les traités et mémorandums favorisent la stabilité et la prévisibilité dont ont besoin les migrants et les autorités. Le Plan d'action récemment lancé par la Belgique dans le cadre du *Global Contact on Migration* et nos engagements liés au *Global Compact on Refugees* constituent un fil conducteur à cet égard. L'année passée, la Belgique a conclu un MoUs avec le Suriname et le Libéria et je veillerai cette année également à conclure ou renouveler des accords avec d'autres pays. Sur la proposition de la Belgique, le Benelux a adopté un accord administratif en octobre dans le but de simplifier les transferts Dublin, un modèle que j'entends étendre à d'autres États membres.

Un gouvernement doit aussi respecter ses obligations internationales, européennes et les droits des demandeurs de protection internationale. Les derniers mois ont été difficiles pour la Belgique. Toutes les personnes qui avaient le droit à un accueil dans le cadre d'une procédure d'asile n'ont pas bénéficié de ce droit immédiatement. Et malgré les mesures déjà adoptées, les mois à venir resteront difficiles. Avec mes services, je coopère avec des pays tiers et des partenaires internationaux, comme l'UNHCR et l'agence européenne pour l'asile, afin de gérer la situation et de respecter les droits et obligations qui incombent à la Belgique.

### **Ligne de force 2: La coopération européenne**

Le 9 mai 1950, Robert Schuman, le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, a fait une déclaration qui sera considérée, par la suite, comme le point de départ du projet à l'origine de l'Union européenne. Schuman a affirmé qu'une Europe unie verrait progressivement le jour, par le biais de réalisations concrètes et fondée sur la solidarité.

Schuman avait raison. *The Union wasn't built in a day*. Je me prépare petit à petit la présidence belge du Conseil de l'Union européenne en 2024. Les négociations sur le pacte d'asile et de migration, qui est essentiel au bon fonctionnement de l'Union ainsi qu'aux droits et libertés

en het niet nakomen van de eigen asielverplichtingen, zorgt voor een toename van specifieke nationaliteiten in nationale asielsystemen. Voor ons land zorgde het voor een toename in het aantal Burundese verzoekers om internationale bescherming. De boodschap is ondertussen aangekomen in zowel Belgrado als Bujumbura. Ik verwijst ook naar de samenwerking in BENELUX-formaat, waarbij gestreefd wordt naar een samenwerking bij het onderhandelen van terugkeerakkoorden.

De diplomatieke inspanningen moeten ook resulteren in overeenkomsten en afspraken. België zal bijdragen aan een op regels gebaseerde internationale orde. Verdragen en memoranda zorgen voor de stabiliteit en voorspelbaarheid die migranten en overheden nodig hebben. Het recent gelanceerde Belgisch Actieplan onder het *Global Contact on Migration* en onze engagementen in het kader van het *Global Compact on Refugees* zijn daarbij een leidraad. België sloot het voorbije jaar migratie MoUs met Suriname en Liberia, en ik zal dit jaar verder werken om ook met andere landen overeenkomsten te sluiten of te vernieuwen. Op Belgisch voorstel nam de BENELUX in oktober een administratief akkoord aan om Dublin overdrachten te vereenvoudigen, een model dat ik wens uit te breiden naar andere lidstaten.

Een regering moet ook haar internationale en Europese verplichtingen nakomen en de rechten van verzoekers om internationale bescherming waarborgen. De voorbije maanden waren moeilijk voor België. Niet iedereen die recht op opvang had in het kader van een asielprocedure, heeft die ook onmiddellijk gekregen. En ondanks de reeds genomen maatregelen zullen ook de komende maanden moeilijk blijven. Ik werk, samen met mijn diensten, samen met derde landen maar ook met internationale partners zoals UNHCR en het Europees asielagentschap om de situatie te beheren en de rechten en plichten die op België van toepassing zijn na te komen.

### **Krachtlijn 2: Europese samenwerking**

Op 9 mei 1950 legde Robert Schuman, de toenmalige Franse minister van Buitenlandse Zaken, een verklaring af die later zou gezien worden als het startpunt van het project dat nu de Europese Unie vormt. Schuman stelde dat een eengemaakt Europa stapsgewijs gerealiseerd zou worden, door middel van concrete verwezenlijkingen en met solidariteit als uitgangspunt.

Schuman had gelijk. *The Union wasn't built in a day*. Ik werk stap voor stap toe naar het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie in 2024. De onderhandeling van het asiel- en migratiepact, dat van essentieel belang is voor de goede werking van

des citoyens, requiert une préparation minutieuse et une collaboration est déjà en cours avec d'importants partenaires. La contribution des présidences qui nous ont précédés, les étapes qu'elles ont pu franchir et les dossiers qu'elles ont conclus influencent le programme de la future présidence belge. Par ailleurs, la collaboration avec le Parlement européen en tant que co-législateur est déterminante. C'est ainsi qu'en septembre, notre pays et les autres présidences entrantes ont convenu, avec la Commission européenne et le Parlement, d'une "roadmap" autour des démarches que nous allons entreprendre jusqu'aux élections européennes de 2024.

Les propos de Schuman sur le besoin de réalisations concrètes restent eux aussi pertinents dans le cadre du débat européen actuel en matière d'asile et de migration. À la lumière de l'approche graduelle, nous tentons d'y associer la législation par petits clusters et d'enregistrer ainsi des avancées. Toute une série de ces projets intermédiaires ont entre-temps pu se concrétiser. En janvier, nous sommes parvenus à mettre sur pied l'Agence européenne pour l'asile. En juin, les mandats du Conseil ont été approuvés en vue de la négociation d'un règlement de screening et de la réforme du règlement Eurodac. Dans le dossier Dublin, qui est important pour notre pays, un engagement formel a pu être obtenu dans le courant du mois de juin afin d'augmenter à nouveau le nombre de transferts; La Belgique fait partie du *Dublin Contact Group* qui met aussi cette volonté en pratique. En collaboration avec des pays qui sont du même avis, des actions concrètes seront en outre menées pour encourager la Commission et d'autres États membres à refaire de Dublin un concept fonctionnel. Cette année aussi, je continuerai à prendre personnellement des initiatives à l'échelle européenne, lors de réunions ministérielles formelles et informelles dans le but de parvenir à l'application effective des règles de Dublin.

Enfin, pour bien fonctionner, il importe - et Schuman l'avait déjà perçu en 1950 - que l'Union soit solidaire. Les États membres qui doivent gérer un afflux disproportionné de demandeurs d'asile doivent pouvoir compter sur l'Union et d'autres États membres qui n'ont pas encore atteint leur *quote-part*, qu'il s'agisse de la Grèce ou de la Belgique. La Belgique plaide depuis longtemps en faveur d'un mécanisme de solidarité européen structurel, basé sur des faits et chiffres. La solidarité européenne requiert en outre que tous les États membres mènent une politique nationale responsable dans le domaine des contrôles aux frontières, du screening et des procédures efficaces aux frontières, en matière d'équivalence des normes d'asile et de respect

de l'Union et de la protection des droits et libertés de ses citoyens, demande une soignée préparation, à laquelle il sera associé dès le début avec des partenaires importants. La coopération avec le Parlement européen en tant que co-législateur est déterminante. C'est ainsi qu'en septembre, notre pays et les autres présidences entrantes ont convenu, avec la Commission européenne et le Parlement, d'une "roadmap" autour des démarches que nous allons entreprendre jusqu'aux élections européennes de 2024.

Ook de woorden van Schuman over de nood aan concrete verwezenlijkingen blijven relevant in het Europese asiel- en migratiedebat vandaag. In het licht van de graduele benadering proberen we in kleine clusters wetgeving aan elkaar te koppelen, en zo vooruitgang te boeken. Er werden ondertussen een aantal van deze tussentijdse pakketten geconcretiseerd. In januari slaagden we er in het Europees Asielagentschap op te richten. In juni werden Raadsmandaten goedgekeurd voor het onderhandelen van een screeningsverordening en de hervorming van de Eurodac verordening. In het voor ons land belangrijke Dublindossier werd in juni een formeel engagement verkregen om de transfers weer op te schalen; België maakt deel uit van de *Dublin Contact Group* die dat voornemen ook in de praktijk realiseert. Samen met gelijkgezinde landen worden bovendien concrete acties opgezet om de Commissie en andere lidstaten te bewegen van Dublin opnieuw een werkend begrip te maken. Ik zal ook dit jaar persoonlijk initiatieven blijven nemen op het Europees niveau, in formele en informele ministeriële vergaderingen, om de effectieve toepassing van de Dublinregels te verwezenlijken.

Ten slotte is het belangrijk, en Schuman beseftte dit al in 1950, dat een functionerende Unie een solidaire Unie moet zijn. Lidstaten die een disproportionele asielinstroom moeten verwerken, moeten kunnen rekenen op de Unie en andere lidstaten die hun *fair share* nog niet bereikten, of het nu om Griekenland of België gaat. België pleit al langer voor een structureel Europees solidariteitsmechanisme, gebaseerd op feiten en cijfers. De Europese solidariteit vereist daarnaast ook dat alle lidstaten een verantwoord nationaal beleid voeren, in grensbewaking, in screening en efficiënte procedures aan die grenzen, in gelijkwaardigheid van asielstandaarden en in het respecteren van regels rond overdrachten in de Unie. In dat kader zal België ook blijven pleiten voor een correct

des règles sur les transferts au sein de l'Union. Dans ce contexte, la Belgique continuera également à plaider pour une gestion adéquate des frontières dans laquelle les violations des droits de l'homme et les push-backs illégaux sont hors de question.

En ce qui concerne la Belgique, il est clair que l'étape suivante dans le pacte sur l'asile et la migration doit être celle qui alliera les éléments de solidarité aux éléments de responsabilité. C'est pourquoi je mise sur des avancées concrètes dans les discussions relatives au Règlement européen relatif au *Asylum and Migration Management*, qui fixe les lignes de force d'un système fondé sur des règles claires en matière de solidarité et de responsabilité. Dans le même ordre d'idées, il est urgent d'entamer des discussions sur le règlement relatif à la gestion de crise, afin de mettre en place un système robuste, capable de relever les défis de demain.

Enfin, je continuerai à transposer la législation européenne en matière d'asile et de migration dans les meilleurs délais.

### **Ligne de force 3: Des institutions efficaces dans un cadre législatif clair**

#### **1. Code de la migration**

Le Code de la migration constitue le premier pilier des réformes structurelles et l'un des plus grands projets de réforme relevant de ma compétence, dans lequel d'importants investissements ont été consentis dès le début de la législature actuelle. Il est en effet urgent de fournir un cadre législatif qui précise clairement quels sont les critères et procédures à suivre tant en matière d'accès et de séjour que d'éloignement. Une capacité trop importante se perd aujourd'hui en discussions sans fin au sujet des procédures à suivre et de l'interprétation de dispositions qui manquent de clarté et de cohérence.

À cet effet, les juristes et services exécutifs de l'OE, du CGRA, de Fedasil et du CCE collaborent intensivement avec une commission d'experts externes. Cette commission veille principalement sur un certain nombre de lignes de force qui ont été validées, sur la base de son avis, par le Conseil des ministres en février 2022 et qui définissent les contours des futurs travaux. En effet, nous n'allons pas seulement codifier la législation actuelle, mais aussi accroître la transparence et l'efficacité des procédures, à la fois pour les justiciables et les autorités. Il est essentiel dans cette optique que les demandeurs soient le plus rapidement possible fixés sur leur statut juridique. En outre, de nombreux éléments de l'accord de gouvernement pourront être réalisés en procédant aussi à des adaptations du contenu de la législation sur les étrangers.

grensbeheer waarbij mensenrechtenschendingen en illegale pushback uit den boze zijn.

Wat België betreft, is het duidelijk dat de volgende stap in het asiel- en migratiepact één moet zijn die elementen van solidariteit aan elementen van verantwoordelijkheid koppelt. Ik zet daarom in op concrete vooruitgang in de discussie over de *Asylum and Migration Management* verordening, die de krijtlijnen van een systeem gebaseerd op duidelijke regels voor solidariteit en verantwoordelijkheid vastlegt. Daarmee samenhangend moeten ook dringend de discussies over de verordening inzake crisisbeheer worden opgestart, om tot een robuust systeem te komen dat is opgewassen tegen de uitdagingen van de toekomst.

Ten slotte zal ik de Europese wetgeving omtrent asiel en migratie zo snel als mogelijk blijven omzetten.

### **Krachtlijn 3: Efficiënte instellingen in een duidelijk wetgevend kader**

#### **1. Migratiewetboek**

Het Migratiewetboek vormt de eerste pijler van de structurele hervormingen en is een van de grootste hervormingsprojecten binnen mijn bevoegdheid, waarin van bij het begin van de huidige legislatuur stevig wordt geïnvesteerd. Het is immers dringend nodig een wetgevend kader te voorzien dat klaar en duidelijk maakt wat de criteria en te volgen procedures zijn zowel op gebied van toegang, verblijf als verwijdering. Teveel capaciteit vandaag gaat verloren aan nodeloze discussies over de te volgen procedures en de interpretatie van onduidelijke en onsamenhangende bepalingen.

De juristen en uitvoerende diensten van DVZ, CGVS, Fedasil en de RVV werken hiervoor intensief samen met een commissie van externe experts. Deze commissie waakt voornamelijk over een aantal krachtlijnen die op hun advies werden gevalideerd door de Ministerraad in februari 2022, en die de contouren voor de verdere werkzaamheden hebben vastgelegd. We zullen immers niet louter de huidige wetgeving codificeren, maar de procedures ook transparanter en efficiënter maken, zowel voor de rechtzoekende als voor de overheid. Daarbij staat voorop dat verzoekers zo snel mogelijk uitsluitel moeten krijgen over hun rechtspositie. Bovendien zullen heel wat elementen van het regeerakkoord kunnen gerealiseerd worden door ook inhoudelijke aanpassingen aan de vreemdelingenwetgeving te doen.

Étant donné que le nouveau Code de la migration contiendra toutes les dispositions de l'actuelle loi de 1980 sur les étrangers mais aussi de la loi de 2007 sur l'accueil, il s'agira d'un travail de très grande ampleur. D'importantes démarches ont toutefois déjà été entreprises. La nouvelle structure a été définie et plusieurs grandes parties du Code ont entre-temps été concrétisées et soumises pour discussion au sein du gouvernement.

Au cours des mois à venir, le processus rédactionnel se poursuivra à plein régime, en veillant toujours à produire, dans un temps très limité, des textes juridiques de grande qualité. Dès lors qu'un ensemble cohérent de textes aura été validé par le Conseil des ministres, ces documents seront systématiquement soumis pour avis au Conseil d'État en vue d'encore pouvoir finaliser le Code de la migration dans le courant de cette législature.

## 2. Renforcement des services d'asile et de migration

Ce point touche à l'essence même des réformes structurelles qui seront menées. Le deuxième pilier consistera à renforcer et rendre plus efficaces les différents services en charge de l'asile et de la migration. C'est ainsi qu'un audit externe des différents services d'asile et de migration a été réalisé conformément à l'accord de gouvernement "pour optimiser ces services en vue d'une organisation performante, avec notamment une transition numérique en profondeur des processus administratifs internes."

L'audit a débuté en octobre 2021 et a été finalisé cet été, comme prévu. Étant donné l'importance de l'audit et dans un but de transparence, les résultats et recommandations ont été présentés en octobre à la Chambre.

Il s'agira maintenant de concrétiser ces recommandations, en concertation et en collaboration avec différents acteurs. Un fonctionnement renforcé et plus efficace des services doit contribuer à des procédures plus rapides et de qualité, mais aussi à un environnement de travail stimulant.

Pour rappel, l'audit s'est concentré sur l'approche en chaîne, la politique en matière de personnel et la numérisation au sein des quatre services. Plusieurs questions spécifiques ont également été examinées distinctement pour chaque service. La priorité à cet égard était l'Office des Étrangers où les discussions ont porté sur l'organisation interne, la communication et l'échange de données avec les citoyens/migrants, de même que sur l'optimisation des procédures de séjour.

Aangezien het nieuwe Migratiewetboek alle bepalingen van zowel de huidige Vreemdelingenwet van 1980 als de Opvangwet van 2007 zal omvatten, is dit een werk van enorme omvang. Desalniettemin werden al grote stappen gezet. De nieuwe structuur ligt vast, en een aantal grote boekdelen heeft ondertussen concreet vorm gekregen en worden binnen de regering besproken.

Het redactieproces wordt de komende maanden aan volle snelheid verdergezet, waarbij er steeds over wordt gewaakt om binnen een zeer beperkt tijds kader kwalitatief hoogstaande juridische teksten te produceren. Zodra een samenhangend pakket aan teksten is gevalideerd door de Ministerraad, zullen deze stelselmatig voor advies worden overgemaakt aan de Raad van State, met de bedoeling het Migratiewetboek deze legislatuur nog te finaliseren.

## 2. Versterking asiel- en migratiediensten

Dit punt raakt aan de kern van de structurele hervormingen die zullen doorgevoerd worden. Het versterken en efficiënter maken van de verschillende asiel- en migratiediensten vormt de tweede pijler ervan. Daarom werd er, overeenkomstig het regeerakkoord, een externe audit van de verschillende asiel- en migratiediensten uitgevoerd "om deze diensten te optimaliseren met het oog op een performante organisatie, met onder andere een doorgedreven digitalisering van de interne administratieve processen".

De audit ging in oktober 2021 concreet van start en werd zoals voorzien deze zomer afgerond. Gezien het belang van de audit en om de nodige transparantie te bieden, werden in oktober de resultaten en de aanbevelingen in de Kamer voorgesteld.

Met de aanbevelingen zal nu aan de slag gegaan worden in overleg en samenwerking met verschillende actoren. Een versterkte en efficiëntere werking van de diensten moet bijdragen tot snellere en kwaliteitsvolle procedures, maar ook tot een werkomgeving die stimuleert.

Ter herinnering, de audit focuste op de ketenbepaling, het personeelsbeleid en de digitalisering bij de vier diensten. Ook werden er per dienst apart nog een aantal specifieke vragen onderzocht. Het zwaartepunt lag daar bij de Dienst Vreemdelingenzaken waar werd ingegaan op de interne organisatie, de communicatie en gegevensuitwisseling met de burger/migrant en de optimalisatie van de verblijfsprocedures.



*Politique du personnel**Recrutements*

Disposer de personnel en suffisance est indispensable pour qu'un service fonctionne bien. Ces dernières années, les différents services ont toutefois été confrontés à un manque structurel d'effectifs. Cet aspect problématique a également été soulevé à plusieurs reprises dans le cadre de l'audit.

Le Conseil des ministres a donné le feu vert au recrutement de 800 collaborateurs supplémentaires répartis dans les différents services. Tous les types de profils sont concernés. Il s'agit de la plus importante campagne de recrutement jamais organisée. Le site web [www.travaillerpourasileetmigration.be](http://www.travaillerpourasileetmigration.be) a d'ailleurs expressément été créé à cet effet.

Malgré la pénurie sur le marché du travail, de nombreux nouveaux agents ont déjà été engagés. L'an dernier, 459 personnes ont été recrutées à l'OE, 50 au CGRA et 51 au CCE. Les recrutements se poursuivent sans relâche.

En 2021, Fedasil a recruté 505 nouveaux collaborateurs; pour 2022, 613 ont déjà été engagés à ce jour.

Attirer un nombre suffisant de médecins-conseils reste un défi qui a un impact immédiat sur la durée de traitement des demandes de séjour pour raisons médicales. Des travaux sont en cours pour la mise en place d'une procédure de recrutement efficace pour les médecins-conseils.

*Un 'pool' largement mobilisable*

La charge de travail par service peut changer rapidement et de façon inattendue. Certains services voient alors leur quantité de travail augmenter considérablement, tandis que d'autres connaissent une période plus calme. Force est parfois de constater des pics récurrents de demandes (ex. demandes de visas d'étudiant durant les mois d'été), mais d'autres augmentations sont souvent difficiles à prévoir.

Pour gérer correctement ces fluctuations de charge de travail, il convient de faire appel à un 'pool' de collaborateurs des différents services (également niveaux B et C) qui peuvent être rapidement mobilisés si nécessaire. Il s'agit là aussi d'une recommandation concrète de l'audit.

*Personeelsbeleid**Aanwervingen*

Voldoende personeel is een must voor een goed draaiende dienst. De laatste jaren kampten de verschillende diensten echter met een structurele onderbemaning. Een knelpunt dat ook in de audit op verschillende plaatsen werd aangehaald.

De Ministerraad gaf groen licht om bijna 800 extra krachten aan te werven over de verschillende diensten. Het gaat daarbij om alle soorten profielen. Het is de grootste aanwervingscampagne ooit. De website [www.werkenbijasielenmigratie.be](http://www.werkenbijasielenmigratie.be) werd daarvoor opgericht.

Ondanks de krapte op de arbeidsmarkt werden er reeds vele nieuwe mensen aangeworven. Afgelopen jaar werden er 459 personen aangeworven bij de DVZ, 50 bij het CGVS en 51 bij de RVV. De aanwervingen gaan onverminderd door.

Fedasil heeft in 2021.505 nieuwe medewerkers geworven; voor 2022 werden tot op heden 613 medewerkers geworven.

Het aantrekken van voldoende arts-adviseurs blijft een uitdaging met een onmiddellijke impact op de behandelingsduur van aanvragen om verblijf om medische redenen. Er wordt gewerkt aan de ontwikkeling van een efficiënte en succesvolle aanwervingsprocedure voor arts-adviseurs.

*Een breed inzetbare 'pool'*

De werklast per dienst kan snel en onverwacht veranderen. Sommige diensten krijgen er dan enorm veel werk bij, terwijl er andere een rustigere periode kennen. Soms zijn er pieken in aanvragen die telkens terugkomen (bv. aanvragen studentenvisa in de zomermaanden), maar andere stijgingen zijn vaak niet te voorspellen.

Om deze fluctuaties in werklast vlot op te vangen, dient er gewerkt te worden met een 'pool' van medewerkers uit de verschillende diensten (ook B- en C-niveaus) die snel inzetbaar zijn daar waar nodig. Ook dit is een concrete aanbeveling uit de audit.

### *Autres mesures en matière de personnel*

D'autres mesures sont également examinées afin de renforcer et de maintenir le personnel. La formation peut notamment être adaptée pour que les nouveaux collaborateurs puissent être plus rapidement opérationnels, p.ex. en leur confiant d'abord les dossiers plus simples. En vue de limiter la rotation du personnel, les collaborateurs engagés sous contrat Rosetta peuvent en outre être coachés pour pouvoir évoluer vers une fonction statutaire.

### *Structure de gestion*

Les résultats de l'audit montrent aussi clairement la nécessité d'une meilleure collaboration entre services. Le fonctionnement d'un service a un important impact sur les autres services. Il existe dès lors un besoin clair de mieux harmoniser les services entre eux et de mettre en place une structure de gestion qui permette une meilleure adéquation entre les processus transversaux.

À très court terme, nous renforcerons cette collaboration en créant une structure de gestion. Étant donné le contexte actuel, le développement de cette structure doit être prioritaire en vue d'améliorer la coopération en matière d'asile et d'accueil. La structure doit permettre de se concerter rapidement, de déployer les moyens le plus efficacement possible et de renforcer la résilience des services à plus long terme.

### *Numérisation: eMigration*

Nous veillons à la mise en place de l'eMigration, un tout nouvel environnement numérique pour le domaine de l'asile et de la migration dans son ensemble. Actuellement, l'OE, le CGRA, Fedasil et le CCE utilisent des systèmes IT particulièrement rudimentaires et indépendants les uns des autres. Dans le cadre du traitement des demandes de séjour, de très nombreuses démarches sont pour l'instant effectuées manuellement. Les messages arrivent sur papier ou de façon non sécurisée et sans accusé de réception dans les boîtes mail générales et ils doivent ensuite être mis manuellement dans le bon dossier. Les documents imprimés sont apportés physiquement dans un autre service où ils sont scannés puis imprimés à nouveau. Cette méthode de travail entraîne une perte d'informations, des erreurs humaines et surtout un temps de travail considérable pour les collaborateurs que nous voulons mobiliser de façon bien plus utile et qui souhaitent eux aussi un environnement de travail plus stimulant.

L'eMigration permettra un environnement de travail tout à fait intégré. Le workflow des demandes de

### *Andere maatregelen inzake personeel*

Ook andere maatregelen worden onderzocht om het personeel te versterken en te behouden. Zo kan de opleiding aangepast worden om nieuwe medewerkers sneller te laten meedraaien, bv. door hen eerst de eenvoudigere dossiers te laten behandelen. Om het personeelsverloop te verminderen, kunnen bovendien werknemers met een Rosetta-contract gecoacht worden om te kunnen instappen op een statutaire functie.

### *Beheersstructuur*

De resultaten van de audit geven ook duidelijk aan dat er nood is aan een betere samenwerking tussen de diensten. De werking van de ene dienst heeft een belangrijke impact op de andere diensten. Er is dan ook een sterke noodzaak om de diensten beter op elkaar af te stemmen en een beheersstructuur op te zetten die de transversale processen beter op elkaar laat aansluiten.

Op zeer korte termijn zullen we deze versterkte samenwerking realiseren via de oprichting van een beheersstructuur. Gelet op de huidige context, moet deze beheersstructuur prioritair ingezet worden voor een verbeterde samenwerking bij asiel en opvang. Zij moet ervoor zorgen dat er snel overlegd kan worden, de middelen op de meest efficiënte wijze ingezet worden en we ook op langere termijn de diensten meer veerkrachtig maken.

### *Digitalisering: eMigration*

We bouwen aan eMigration, een compleet nieuwe digitale omgeving voor het volledige domein asiel en migratie. Vandaag werken DVZ, CGVS, Fedasil en RVV met zeer rudimentaire IT-systemen die los staan van elkaar. Enorm veel stappen in de behandeling van een verblijfsaanvraag gebeuren op dit moment handmatig. Berichten komen op papier of onbeveiligd en zonder ontvangstbevestiging toe op algemene e-mailadressen, en moeten van daaruit manueel in het juiste dossier gezet worden. Afgeprinte documenten worden fysiek naar een andere dienst gebracht, daar gescand en vervolgens terug uitgeprint. Een manier van werken waarbij informatie verloren gaat, menselijke fouten worden gemaakt en vooral enorm veel werktijd opgeslorpt wordt van medewerkers die we veel nuttiger willen inzetten, en die zelf ook een meer stimulerende werkomgeving wensen.

eMigration zal zorgen voor een volledig geïntegreerde werkomgeving. De workflow bij verblijfsaanvragen

séjour sera beaucoup plus simple et en grande partie automatisé, une opération dans le dossier activant automatiquement l'étape suivante ou avertissant un autre service. Les délais de traitement peuvent être ainsi bien mieux contrôlés. En ce qui concerne les retours également, d'importants processus seront numérisés, comme l'accompagnement au retour et la détention, ce qui permettra aux gestionnaires de dossier, aux ICAM et aux accompagnateurs de retour e.a. dans les centres fermés de planifier l'accompagnement le plus adéquat et d'en assurer le suivi, sur la base d'un aperçu complet du dossier.

Toute la communication entre les dossiers mais aussi avec les partenaires que sont les communes, postes diplomatiques, régions, services de sécurité et de police et avocats pourra se dérouler par le biais de cette plateforme et être automatiquement insérée dans le dossier. Le gestionnaire de dossier disposera d'un aperçu cohérent de toutes les informations, pièces justificatives et actes de procédure, ce qui ne peut qu'être bénéfique pour la qualité des décisions. Par ailleurs, le système prévoira des moyens ingénieux permettant d'éviter les doubles enregistrements. Sur la base d'un ensemble de pièces justificatives, comme une sorte de banque-carrefour pour l'identité des étrangers, il sera possible de définir la source fiable d'identité qui pourra être utilisée tout au long de la chaîne.

L'eMigration constituera aussi une importante source d'information pour les personnes qui souhaitent en savoir plus concernant un dossier. Actuellement, ces informations peuvent uniquement être obtenues durant les heures d'ouverture et quand un collaborateur du service concerné est disponible pour effectuer les recherches. Conformément au principe only-once, les données relatives aux migrants ou à leur procédure ne seront désormais communiquées qu'une seule fois et elles pourront ensuite être partagées avec les partenaires, à partir de sources authentiques. Ce sont entre autres les ambassades, communes, avocats et l'intéressé lui-même qui pourront se connecter à cet environnement et effectuer des recherches par le biais d'un portail adapté. Les communes pourront aussi voir si un dossier est déjà ouvert dans une autre commune pour l'intéressé, ce qui n'est pas le cas actuellement. L'infrastructure permettra par ailleurs d'introduire à terme des demandes en ligne.

Il va de soi que la sécurité des données sera garantie et que l'environnement sera conçu de façon à sécuriser strictement toutes les informations et à permettre uniquement aux personnes autorisées d'accéder à ces informations très spécifiques. L'eMigration est d'ailleurs un système particulièrement résistant et solide qui offre une meilleure protection contre les cyberattaques et permet de garantir la continuité des services.

wordt veel eenvoudiger en grotendeels geautomatiseerd, waardoor een handeling in het dossier automatisch de volgende stap of een andere dienst activeert. Behandelingstermijnen kunnen op deze manier veel beter bewaakt worden. Ook op vlak van terugkeer worden belangrijke processen gedigitaliseerd, zoals terugkeerbegeleiding en detentie, waardoor dossierbehandelaars, ICAM-coaches en terugkeerbegeleiders o.a. in de gesloten centra op basis van een volledig overzicht van het dossier de meest gepaste begeleiding kunnen inplannen en opvolgen.

De communicatie tussen de diensten maar ook met partners zoals de gemeentes, diplomatieke posten, de gewesten, veiligheids- en politiediensten en advocaten zal allemaal via dit platform kunnen verlopen en automatisch opgenomen worden in het dossier. De dossierbehandelaar zal in gebruiksvriendelijke modules een coherent overzicht hebben van alle informatie, bewijsstukken en proceshandelingen, wat de kwaliteit van de beslissingen alleen maar ten goede kan komen. Het systeem zal bovendien voorzien in vernuftige manieren om dubbele registraties tegen te gaan. Op basis van een geheel van bewijselementen, als een soort kruispuntbank vreemdelingenidentiteit, kan de meest betrouwbare bron van identiteit vastgesteld worden, die kan worden gebruikt doorheen de keten.

eMigration zal ook een belangrijke bron van informatie zijn voor iemand die meer wil weten over een dossier. Vandaag kan deze informatie enkel bekomen worden tijdens de openingsuren, en wanneer een werknemer van de betrokken dienst beschikbaar is om de opzoeking te doen. Volgens het only-once principe worden voortaan de gegevens over de migrant of diens procedure maar één keer opgegeven, en kunnen deze vervolgens vanuit authentieke bronnen worden gedeeld met de partners. Onder meer ambassades, gemeentes, advocaten en ook de betrokkene zelf zullen aangesloten kunnen zijn op deze omgeving en via een aangepast portaal opzoeking doen. Gemeentes zullen ook kunnen zien of voor betrokkene in een andere gemeente al een dossier loopt, wat vandaag niet kan. De infrastructuur staat ook toe dat op termijn aanvragen online kunnen ingediend worden.

Uiteraard wordt daarbij over databeveiliging gewaakt en wordt de omgeving zo ingericht dat alle informatie streng beveiligd is en dat enkel zij die dat mogen, toegang hebben tot die zeer specifieke informatie. eMigration is trouwens een zeer resistent en solide systeem dat beter bestand is tegen cyberaanvallen en de continuïteit van de dienstverlening kan garanderen.

Le principe “mesurer, c’est savoir” s’applique aussi au traitement des dossiers. L’environnement de travail intégré permettra d’obtenir des statistiques bien plus détaillées et de procéder à des analyses approfondies de données. Le fonctionnement des services pourra ainsi être contrôlé et adapté, si nécessaire. En outre, il sera possible de détecter et de gérer plus rapidement les tendances frappantes, voire les phénomènes de fraude.

L’an prochain, plusieurs autres chantiers importants seront poursuivis ou entamés, dont le système numérique de notification d’adresse et la base de données de garants. Citons aussi les banques de données européennes nouvelles ou remaniées que la Belgique utilise, comme l’enregistrement général aux frontières extérieures avec des données biométriques de tous les ressortissants de pays tiers (EES) et l’autorisation d’entrée pour les ressortissants de pays tiers exemptés de visa (ETIAS). Ces nouvelles banques de données seront d’ailleurs toutes intégrées dans ou reliées à l’environnement eMigration.

Ce trajet de transformation numérique prendra de nombreuses années, mais l’architecture et l’agenda des travaux sont prêts. L’année passée, un énorme travail préparatoire a été effectué et l’audit a confirmé que la direction prise est assurément la bonne et qu’elle peut et doit être développée plus avant.

Le tout sera terminé pour 2025. En 2022, le dossier médical numérique a déjà été déployé dans le cadre de la procédure de séjour médical (art. 9ter) et pour les autres services de l’OE qui reçoivent, traitent et gèrent les dossiers médicaux. Les phases suivantes concerneront, en 2023, le système numérique de notification d’adresse, le lien entre l’eMigration et le guichet unique ‘Working in Belgium’, la base de données de garants, l’EES, le module d’identité et le module de base pour la consultation des services de sécurité.

La numérisation n’est jamais un objectif en soi, mais elle doit permettre d’accélérer les procédures et de veiller à leur qualité tant au bénéfice des migrants que du personnel des services d’asile et de migration.

#### *Accessibilité de l’OE*

L’audit a également révélé qu’une accessibilité accrue, e.a. au moyen d’un site web plus étendu et d’un meilleur fonctionnement de l’infodesk, permettra non seulement un meilleur service au client mais aussi une diminution de la charge de travail pour les services d’exécution. Toute une série de recommandations seront élaborées plus en détail.

Ook bij dossierbehandeling geldt het principe “meten is weten”. De geïntegreerde werkomgeving zal veel gedetailleerdere statistieken en doorgedreven data-analyse mogelijk maken. Op die manier kan de werking van de diensten worden gemonitord en bijgestuurd waar nodig. Bovendien zullen opvallende trends of zelfs fraudefenomenen sneller kunnen gedetecteerd en aangepakt worden.

Het komende jaar zullen ook verschillende andere belangrijke werven verder ontwikkeld of aangevat worden, waaronder de digitale adresmelding en de databank garanten. Daarnaast zijn er ook de nieuwe of herziene Europese databanken waar België op aansluit, zoals de algemene registratie aan de buitengrenzen met biometrische gegevens van alle derdelanders (EES) en de inreistoestemming voor visumvrijgestelde derdelanders (ETIAS). Deze nieuwe databanken worden overigens allemaal geïntegreerd of verbonden aan de eMigration-omgeving.

Dit traject van digitale transformatie zal vele jaren vergen, maar de architectuur en tijdslijn liggen klaar. Afgelopen jaar werd enorm veel voorbereidend werk geleverd, waarvan de audit overigens bevestigde dat de ingeslagen weg absoluut de juiste is, en nog verder kan en moet uitgebouwd worden.

Het geheel is klaar tegen 2025. In 2022 werd alvast het digitaal medisch dossier uitgerold voor de procedure medisch verblijf (art. 9ter) en voor de andere diensten van de DVZ die medische stukken ontvangen, verwerken en beheren. De verdere gefaseerde oplevering voorziet in 2023 de digitale adresmelding, de link tussen eMigration en het uniek loket ‘Working in Belgium’, de databank garanten, EES, de identiteitsmodule en de basismodule voor de consultatie van de veiligheidsdiensten.

Digitalisering is nooit een doel op zich, maar moet zorgen voor snellere en kwaliteitsvolle procedures waar zowel de migrant als het personeel van de asiel- en migratiediensten wel bij vaart.

#### *Toegankelijkheid DVZ*

De audit maakte ook duidelijk dat een verhoogde toegankelijkheid, oa. door een uitgebouwde website en een betere werking van de infodesk niet alleen de klantvriendelijkheid zal verbeteren, maar ook finaal voor minder werklast voor de uitvoerende diensten zal zorgen. Een hele reeks aanbevelingen zal verder worden uitgewerkt.

Le site web de l'OE continuera d'être développé en permanence, entre autres dans le but de fournir toutes les informations en anglais également.

Par ailleurs, l'on examinera concrètement comment rendre ce site web plus interactif et plus accessible.

L'infodesk de l'OE doit aussi être plus accessible. Pour ce faire, plusieurs opérations techniques ont déjà été effectuées récemment. L'infodesk sera toutefois adapté de façon structurelle à terme afin de garantir un service de qualité à un public diversifié, en accordant de l'attention aux différents groupes cibles comme les étrangers concernés et les avocats. L'infodesk sera professionnalisé pour devenir le premier point de contact du citoyen pour toute question au sujet de la législation, de différentes procédures et de dossiers individuels.

L'accessibilité de l'infodesk pour les communes sera également améliorée: afin de permettre aux administrations communales d'avoir toujours accès à toutes les informations, la plate-forme GemCom, destinée aux communes et partenaires privilégiés, a été modernisée.

#### *Renforcement du fonctionnement du CCE*

L'an dernier, l'arriéré du CCE a été résorbé. Fin 2020, la charge de travail des recours en instance depuis plus de six mois était encore de 9327, et fin septembre, il n'était que de 2495.

Outre les améliorations déjà apportées l'année passée, comme l'instauration de la procédure purement écrite à la demande des parties, le lancement de la communication électronique via J-Box et la procédure d'évaluation et disciplinaire adaptée, l'audit s'est encore concentré sur plusieurs autres points d'amélioration.

Notamment en matière de pleine juridiction, force est aujourd'hui de constater des différences nettes dans la jurisprudence des différentes chambres du CCE. Dans un souci d'améliorer l'unité de jurisprudence, l'audit formule un certain nombre de recommandations. Sur le modèle du Conseil d'État, une commission interne sera créée au sein du CCE dans le but de rechercher, en sus des mécanismes actuellement prévus par la loi, comme les chambres réunies, des façons d'éviter la disparité de la jurisprudence. À cet égard, il sera bien entendu tenu compte de l'indépendance du juge.

De website van DVZ wordt continu verder ontwikkeld, onder andere om ook alle informatie in het Engels te voorzien.

Daarnaast wordt concreet onderzocht hoe de website interactiever en toegankelijker kan gemaakt worden.

Ook de infodesk van DVZ moet toegankelijker worden. Daartoe werden recent al enkele technische ingrepen uitgevoerd. Maar de infodesk wordt op termijn ook structureel onder handen genomen, om te verzekeren dat een kwalitatieve dienstverlening kan geboden worden naar een gediversifieerd publiek, waarbij aandacht wordt besteed aan de verschillende doelgroepen zoals de betrokken vreemdeling en advocaten. De infodesk wordt geprofessionaliseerd om het eerste contactpunt te worden van de burger voor vragen over de wetgeving, verschillende procedures en individuele dossiers.

Ook aan de toegankelijkheid voor de Gemeentes wordt gewerkt: om alle nodige informatie steeds toegankelijk te maken voor de lokale besturen, is het GemCom platform, bedoeld voor gemeenten en geprivilegieerde partners, gemoderniseerd.

#### *Versterking werking RVV*

Het voorbije jaar werd de achterstand bij de RVV verder weggewerkt. Eind 2020 betrof de werkvoorraad van beroepen die langer dan 6 maanden in behandeling zijn nog 9327, en eind september waren dit er nog maar 2495.

Naast de verbeteringen die we het voorbije jaar reeds doorgevoerd hebben, zoals de invoering van de louter schriftelijke procedure op vraag van de partijen, de lancering van de elektronische communicatie via J-Box en de aangepaste evaluatie- en tuchtprocedure, focuste de audit nog op een aantal andere verbeterpunten.

Voorop van vlak van volle rechtsmacht, stellen we vandaag opvallende verschillen vast in de rechtspraak van de verschillende kamers bij de RVV. Om de eenheid van rechtspraak te verbeteren, maakt de audit een aantal aanbevelingen. Er zal naar model van de Raad van State een interne commissie bij de RVV worden opgericht om, bovenop de mechanismen die momenteel in de wet zijn voorzien zoals verenigde kamers, te zoeken naar manieren om uiteenlopende rechtspraak te vermijden. Uiteraard wordt daarbij rekening gehouden met de onafhankelijkheid van de rechter.

### *Vers une intégration plus forte des services d'asile et de migration*

Outre de nombreuses autres recommandations, l'audit a également examiné comment optimiser à long terme les services belges d'asile et de migration. Dans ce cadre, il est recommandé d'évoluer vers un seul service de migration, comme il en existe au Royaume-Uni et en Suède.

Grâce à une unité de commandement, il sera possible de mieux gérer les importantes fluctuations en termes d'afflux, ainsi que les nouveaux phénomènes qui se manifestent. L'unité de commandement peut aussi apporter une solution à certaines répartitions de tâches devenues illogiques au fil du temps. Citons à titre d'exemple la politique de retour. Fedasil est compétente en matière de politique de retour volontaire alors que l'OE est responsable de la politique de retour forcé. Depuis cette législature, ces deux aspects font toutefois partie d'une approche globale: la politique de retour proactive.

Une intégration plus forte des trois services s'inscrit également dans la tendance constatée depuis de nombreuses années déjà. Il y a plus de 10 ans, les responsabilités politiques dans les différents domaines de la politique d'asile, de migration et d'accueil avaient déjà été regroupées. C'est donc une conséquence logique de procéder ainsi au niveau des services également.

La fusion de différents services ne peut se faire du jour au lendemain. C'est le résultat d'un long processus, qui doit s'effectuer en étroite collaboration avec les services concernés. Un groupe de travail, où siègeront des représentants des services concernés, sera constitué dans le but d'accompagner ce processus. Une ébauche devrait encore voir le jour dans le courant de cette législature.

Il est toutefois clair que le traitement de fond des demandes de protection internationale continuera à se faire de manière indépendante. Il est parfaitement possible de procéder ainsi au sein d'un seul et même service de migration. Le CGRA relève lui aussi déjà du SPF Intérieur.

### **3. Conférence interministérielle sur la Migration et l'Intégration**

La Conférence interministérielle sur la Migration et l'Intégration (CIM) a été créée au printemps 2021. Le premier thème abordé était la politique relative aux mineurs étrangers non accompagnés. Les mesures concernant ce groupe particulièrement vulnérable sont réparties entre les différents niveaux de pouvoir et compétences.

### *Naar een sterkere integratie van de asiel- en migratiediensten*

Naast vele andere aanbevelingen keek de audit ook hoe de Belgische asiel- en migratiediensten op lange termijn nog verder geoptimaliseerd kunnen worden. Er wordt in dat kader aanbevolen om naar één enkele migratiedienst te evolueren, zoals die bijvoorbeeld in het Verenigd Koninkrijk en Zweden bestaat.

Via een eenheid van commando kan er beter worden ingespeeld op grote fluctuaties qua instroom of op nieuwe fenomenen die zich manifesteren. Ook kan het een oplossing bieden voor bepaalde taakverdelingen die door de jaren heen onlogisch zijn geworden. Een voorbeeld daarvan is het terugkeerbeleid. Fedasil is bevoegd voor het vrijwillig terugkeerbeleid, terwijl de DVZ verantwoordelijk is voor het gedwongen terugkeerbeleid. Sinds deze legislatuur vormen beide aspecten echter onderdeel van een overkoepelende aanpak, het aanklampend terugkeerbeleid.

Een sterkere integratie van de drie diensten past ook in de trend die reeds vele jaren geleden werd ingezet. Ruim 10 jaar geleden werden de politieke verantwoordelijkheden over de verschillende domeinen van het asiel-, migratie- en opvangbeleid al samengebracht. Het is dus een logische consequentie om dit ook op het niveau van de diensten te doen.

Het samenvoegen van verschillende diensten is niet mogelijk van vandaag op morgen. Het is het resultaat van een lang proces. Een proces dat in nauwe samenwerking met de betreffende diensten moet gebeuren. Daartoe zal een werkgroep opgericht worden, waarin afgevaardigden van deze diensten zullen zitten, die dit proces zal begeleiden. Nog deze legislatuur moet dat leiden tot een blauwdruk.

Wel is het duidelijk dat de inhoudelijke behandeling van verzoeken om internationale bescherming onafhankelijk zullen blijven gebeuren. Dat kan perfect binnen één enkele migratiedienst. Ook het CGVS valt vandaag reeds onder de FOD Binnenlandse Zaken.

### **3. Interministeriële Conferentie Migratie en Integratie**

De Interministeriële Conferentie Migratie en Integratie (IMC) werd in het voorjaar 2021 opgericht. Het eerste thema dat aan bod kwam, betrof het beleid rond de niet-begeleide minderjarige vreemdelingen. Het beleid rond deze bijzonder kwetsbare groep ligt verspreid over de verschillende beleidsbevoegdheden en beleidsniveaus.

La CIM était donc le cadre idéal pour évoquer plusieurs difficultés et prendre toute une série d'initiatives.

Le 29 avril 2022, la CIM plénière a approuvé la note 'Vers un renforcement de la politique relative aux mineurs étrangers non accompagnés: des mesures pour mieux soutenir ce groupe vulnérable'. Cette note englobe plusieurs objectifs de même que des actions concrètes soutenues par les différents gouvernements de notre pays.

La CIM s'est également réunie après l'invasion russe en Ukraine et l'arrivée de réfugiés ukrainiens dans notre pays.

Comme convenu au sein de la CIM, les thématiques concernant l'activation et la migration économique seront prochains à l'agenda. Afin de parvenir à des mesures concrètes sur l'activation et l'acquisition de compétences ainsi que l'amélioration de la qualité du cadre de permis unique, j'entends contribuer à renforcer la participation des étrangers au marché du travail en accordant l'attention nécessaire à la position vulnérable et l'exploitation de travailleurs de pays tiers. Au cours de la période à venir, l'objectif est également d'élaborer une note globale à ce sujet reprenant les engagements pris par l'ensemble des ministres et secrétaires d'État concernés.

#### **4. Une politique transparente et basée sur la collecte de preuves**

Une politique transparente et basée sur des preuves est fondamentale pour une instance performante et efficace. Ces principes sont appliqués depuis l'entrée en fonction de ce gouvernement. Et l'an dernier également.

Le nouvel arrêté royal comportant les montants corrects des redevances a été publié, il a fait l'objet d'un avis positif du Conseil d'État et aucune demande en annulation n'a été introduite, comme ce fut le cas pour les précédents arrêtés royaux des 16 février 2015 et 14 février 2017.

Cela prouve que même des décisions difficiles peuvent être soutenues lorsqu'elles sont appliquées de manière correcte et équitable.

Nous continuons également à assurer la transparence concernant les accords de réadmission.

*Migration.be*

La publication de tous les chiffres récents disponibles en matière de migration sur un site web accessible

De IMC vormde dus het ideale kader om een aantal pijnpunten ter sprake te brengen en om een aantal initiatieven te nemen.

De voltallige IMC keurde op 29 april 2022 de nota 'Naar een versterking van het beleid rond niet-begeleide minderjarige vreemdelingen: Maatregelen voor een betere ondersteuning van deze kwetsbare groep' goed. Deze nota bevat verschillende doelstellingen én concrete acties waarachter de verschillende regeringen van ons land zich scharen.

De IMC kwam tevens ad hoc samen na de Russische inval in Oekraïne en de aankomst van Oekraïense vluchtelingen in ons land.

Zoals afgesproken binnen de IMC komt Activering en arbeidsmigratie als volgende op de agenda. Met het doel om tot concrete maatregelen te komen rond zowel activering en competentieverwerving en een kwaliteitsverbetering van het gecombineerde vergunningskader, wil ik bijdragen aan het verhogen van de arbeidsmarktparticipatie van vreemdelingen, met de nodige aandacht voor de kwetsbare positie en uitbuiting van derdelands werknemers. De bedoeling is ook om over dit thema de komende periode tot een alomvattende nota te komen met engagementen van alle bevoegde ministers en staatssecretarissen.

#### **4. Transparant en 'evidence based' beleid**

Transparantie en 'evidence based' beleid zijn cruciaal voor een performante en goed functionerende overheid. Deze principes worden reeds sinds de opstart van deze regering aangehouden. Ook het afgelopen jaar.

Zo werd het nieuwe Koninklijk Besluit met de correcte bedragen voor retributie gepubliceerd, kreeg het een positief advies van de Raad van State, en werd er geen verzoek tot nietigverklaring tegen ingediend, zoals dat wel gebeurde bij de vorige Koninklijke Besluiten van 16 februari 2015 en 14 februari 2017.

Dit bewijst dat ook moeilijke beslissingen gedragen kunnen zijn, wanneer ze op een correcte en rechtvaardige manier worden toegepast.

We blijven ook transparantie voorzien inzake terugnameakkoorden.

*Migratie.be*

De publicatie van alle beschikbare recente cijfers over migratie op een toegankelijke website vereist een

requiert une collaboration étroite entre différents services qui ont chacun leur propre savoir-faire. Bon nombre de problèmes techniques et de contenu ont entre-temps été abordés à l'occasion d'une concertation hebdomadaire entre les services de l'Office des Étrangers, Statbel et Myria dans le but de parvenir à un Memorandum of Understanding et un texte de vision pour le site web. Le MOU a été signé par les responsables et le nom de domaine a été pris en gestion.

La création même du site web s'effectuera en plusieurs phases et une nouvelle partie sera mise en ligne à chaque étape. Les premières parties seront réalisées pour l'été 2023. Le site web comportera des graphiques qui peuvent être adaptés selon les questions spécifiques auxquelles l'utilisateur souhaite obtenir une réponse. Ces graphiques pourront être visionnés, partagés et téléchargés en tant que photos ou vidéos pour être utilisés dans l'enseignement, par exemple. Par ailleurs, les chiffres bruts seront également mis à la disposition des utilisateurs professionnels.

#### *Rapport d'activités*

Le deuxième rapport d'activités de l'OE, qui porte sur 2021, a été publié en juillet de cette année. Il a fait l'objet de discussions au sein du Parlement au début de ce mois. Après la primeur de l'an dernier, avec le premier rapport d'activités de l'OE qui a été soumis au Parlement, le deuxième rapport comporte à nouveau des informations complémentaires sur le fonctionnement des différents services de même que des informations quantitatives et qualitatives concernant les différentes demandes de séjour, en ce compris les compétences discrétionnaires comme les visas humanitaires.

J'accorde énormément d'importance à la transparence sur le fonctionnement de mes services. C'est la raison pour laquelle nous continuons de mettre l'accent sur l'amélioration permanente de ce monitoring et des rapports annuels.

Dans le prochain rapport annuel, des chiffres complémentaires seront entre autres donnés sur le statut de protection temporaire, l'année de recherche - introduite récemment - pour les étudiants de pays tiers et des chiffres plus détaillés sur la migration de main-d'œuvre grâce à la plate-forme électronique 'working in Belgium'.

#### **5. Smart borders**

Smart Borders est le nom d'un système regroupant 5 bases de données européennes, nouvelles ou remaniées, qui regroupent et relient entre elles toutes les informations relatives aux personnes entrant dans l'espace Schengen. Pour la banque de données EES (enregistrement des

nauwe samenwerking van verschillende diensten met elk hun eigen know-how. Tal van technische en inhoudelijke problemen zijn inmiddels besproken in een wekelijks overleg tussen de diensten van de Dienst Vreemdelingenzaken, Statbel en Myria om samen tot een Memorandum of Understanding en een visietekst voor deze website te komen. Het MOU werd door de verantwoordelijken ondertekend en de domeinnaam werd in beheer genomen.

De creatie zelf van de website zal in verschillende delen gebeuren, waarbij telkens een nieuw gedeelte online toegankelijk gemaakt wordt. De eerste delen zullen voor de zomer van 2023 gerealiseerd worden. De website zal grafieken bevatten die aangepast kunnen worden volgens de specifieke vragen waarop de gebruiker een antwoord wil, en de grafieken zullen als foto of als video bekeken, gedeeld en gedownload kunnen worden om bijvoorbeeld te gebruiken in het onderwijs. Bovendien zullen ook voor professionele gebruikers de ruwe cijfers zelf ook toegankelijk gemaakt worden.

#### *Activiteitenverslag*

Het tweede Activiteitenverslag van DVZ, dat betrekking heeft op 2021, werd in juli van dit jaar gepubliceerd. Het werd begin deze maand besproken in het Parlement. Na de primeur van vorig jaar, met het eerste Activiteitenverslag van DVZ dat werd voorgesteld in het Parlement, bevat het tweede verslag opnieuw bijkomende informatie over de werking van de verschillende diensten en kwantitatieve en kwalitatieve informatie over de verschillende verblijfsaanvragen, inclusief de discretionaire bevoegdheden zoals humanitaire visa.

Ik hecht veel belang aan transparantie over werking van mijn diensten. Daarom blijven we inzetten op een continue verbetering van deze monitoring en jaarlijkse rapportage.

In het volgende jaarverslag zullen onder andere bijkomende cijfers gegeven worden over het statuut van tijdelijke bescherming, het recent ingevoerde zoekjaar voor derdelands studenten en meer gedetailleerde cijfers over arbeidsmigratie dankzij het elektronisch platform 'working in Belgium'.

#### **5. Smart borders**

Smart Borders is de verzamelnaam voor een systeem waarbij 5 nieuwe of herziene Europese databanken alle informatie met betrekking tot personen die de Schengenzone betreden samenbrengen en met elkaar koppelen. Voor de EES-databank (registratie van



flux entrants et sortants), le projet de loi a été adapté aux avis de l'Autorité de protection des données pour pouvoir être présenté à la Chambre.

En ce qui concerne la mise en œuvre du système dans son ensemble, nous dépendons des autres États membres de l'UE. L'entrée en vigueur de l'EES est actuellement prévue pour mai 2023. La Belgique s'est dite prête pour ce lancement.

**Ligne de force 4: Offrir une protection à ceux qui en ont besoin**

L'an dernier, le besoin de protection des personnes vulnérables s'est fait ressentir une fois de plus. En août 2021, les Talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan de manière rapide et inattendue; en mars de cette année, la guerre a éclaté en Ukraine et en juillet dernier, l'exploitation massive des travailleurs étrangers a été dévoilée au grand jour.

En conséquence, offrir une protection à ceux qui en ont besoin, en particulier aux groupes les plus vulnérables, est et demeure une ligne de force essentielle.

*Protection internationale*

Les conflits dans le monde se reflètent bien sûr aussi dans les chiffres de l'asile, tant dans l'Union européenne qu'en Belgique. L'afflux de ces derniers mois était exceptionnellement élevé. L'on a notamment dénombré jusqu'à fin septembre 26.636 demandes de protection internationale, ce qui a placé la Belgique à la 6<sup>ième</sup> place au sein de l'UE. Cet afflux a mis une pression considérable sur les services d'asile et, outre l'accueil des demandeurs, l'enregistrement et le traitement de toutes les demandes de protection internationale constituent un véritable défi.

Cependant, le droit d'asile doit être garanti à tout moment. Une personne qui introduit une demande de protection internationale doit pouvoir la faire enregistrer, dans le délai légal, auprès de l'Office des Étrangers.

Par ailleurs, il est nécessaire de traiter les demandes de protection internationale dans un délai raisonnable. La vie des demandeurs ne peut pas rester trop longtemps en suspens pendant le traitement de la demande. Le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides continuera donc à investir non seulement dans une procédure de qualité, mais aussi dans une procédure efficace où les demandeurs ne doivent pas attendre trop longtemps pour obtenir une réponse.

inreis- en uitreis) werd het wetsontwerp aangepast aan de adviezen van de Gegevenbeschermingsautoriteit, zodat het aan de Kamer kan worden voorgelegd.

Wat de uitvoering van het gehele systeem betreft, zijn we afhankelijk van de andere lidstaten van de EU. De inwerkingtreding van EES is nu voorzien in mei 2023. België heeft te kennen gegeven klaar te zijn voor de implementatie.

**Krachtlijn 4: Bescherming bieden aan zij die dat nodig hebben**

Het voorbije jaar is de nood aan bescherming voor kwetsbare personen nog maar eens pijnlijk duidelijk geworden. In augustus 2021 nam de taliban onverwacht snel de macht over in Afghanistan, in maart dit jaar brak de oorlog in Oekraïne uit en in juli kwam er grootschalige uitbuiting van buitenlandse werknemers aan het licht.

Dit maakt dat bescherming bieden aan zij die dat nodig hebben, met bijzondere aandacht voor de meest kwetsbare groepen, een belangrijke krachtlijn is en blijft.

*Internationale bescherming*

De conflicten in de wereld vertalen zich uiteraard ook in de asielcijfers, zowel in de Europese Unie als in België. De instroom de voorbije maanden was uitzonderlijk hoog. Zo waren er dit jaar t/m september al 26.636 verzoeken om internationale bescherming en stond België op plaats 6 qua aanvragen binnen de EU. Deze instroom zet de asieldiensten stevig onder druk en het is, naast de opvang van de verzoekers, een uitdaging om alle verzoeken om internationale bescherming te registreren en te behandelen.

Het recht op asiel moet echter op elk moment waarborgd zijn. Een persoon die een verzoek om internationale bescherming doet, moet dit binnen de wettelijke termijn kunnen laten registreren bij de Dienst Vreemdelingenzaken.

Daarnaast is het noodzakelijk om het verzoek om internationale bescherming binnen een redelijke termijn te behandelen. Het leven van verzoekers mag niet te lang op pauze staan tijdens de behandeling van het verzoek. Het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen zal daarom blijven inzetten op niet alleen een kwalitatieve procedure, maar ook een efficiënte procedure waarin verzoekers niet te lang op een antwoord moeten wachten.

### *Protection temporaire*

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les États membres de l'UE ont été confrontés à un important afflux de réfugiés. Aujourd'hui, des Ukrainiens arrivent encore tous les jours dans notre pays. Afin de pouvoir gérer correctement cet afflux soudain, les États membres de l'UE ont décidé d'activer le statut de protection temporaire prévu par la directive de 2001.

En un rien de temps, nous avons créé un nouveau centre d'enregistrement et un système d'hébergement d'urgence et de logement de première ligne a été mis en place avec les entités fédérées. Le 27/10/2022 59.519 personnes bénéficiaient déjà d'une protection temporaire dans notre pays. Tous les services, que ce soit au niveau du fédéral et des entités fédérées, ont fait preuve d'une flexibilité considérable pour pouvoir faire face à l'urgence liée à l'arrivée en masse de personnes en provenance d'Ukraine.

A présent que le nombre d'enregistrements par jour a fortement diminué - il est passé de plus de mille à moins de cent - il n'est plus nécessaire de poursuivre les enregistrements à pleine capacité. Plusieurs pistes sont actuellement explorées - en concertation avec la Régie des Bâtiments - pour déplacer le centre d'enregistrement du Heysel vers un autre site. À terme, l'objectif est d'intégrer cet enregistrement dans les processus ordinaires de l'Office des Étrangers tant que le système de protection temporaire est actif.

### *Réinstallation*

Compte tenu de la situation actuelle du réseau d'accueil, la Belgique s'engage à réinstaller 500 personnes d'ici 2023. Pour 2024, tout sera mis en œuvre pour reprendre la trajectoire de croissance, en tenant compte des éventuelles contraintes opérationnelles.

### *Lutte contre la traite et le trafic des êtres humains*

La lutte contre la traite et le trafic des êtres humains demeure un facteur crucial dans une société qui veille activement au respect des droits fondamentaux. Le dossier Borealis, e. a., montre une fois de plus que nous devons continuer à renforcer la coopération entre tous les niveaux de pouvoir afin d'apporter une réponse adéquate aux victimes.

C'est pourquoi Fedasil a développé une nouvelle formation sur la traite des êtres humains, avec les centres spécialisés Minor-Ndako, Esperanto, le SPF Justice et l'Office des Étrangers. À partir de 2023, chaque collaborateur des centres d'accueil ouverts pourra suivre cette formation de base. Outre une introduction théorique

### *Tijdelijke bescherming*

Na de Russische inval in Oekraïne werden de lidstaten van de EU geconfronteerd met een grote vluchtelingenstroom. Nog dagelijks komen er Oekraïners aan, ook in ons land. Om deze plotse grote instroom goed te kunnen beheren beslisten de EU-lidstaten het tijdelijke beschermingsstatuut uit de Richtlijn van 2001 te activeren.

In een mum van tijd creëerden we een nieuw registratiecentrum en werd samen met de deelstaten een systeem uitgewerkt voor eerste noodopvang en huisvesting. Op 27/10/2022 kregen reeds 59.519 personen tijdelijke bescherming in ons land. Alle diensten, federaal en deelstatelijk, legden een enorme flexibiliteit aan de dag om in alle urgentie klaar te staan voor de aankomst van een enorm hoog aantal personen uit Oekraïne.

Nu het aantal registraties per dag enorm gedaald is – van meer dan duizend naar minder dan honderd – is het niet meer noodzakelijk om aan de volle capaciteit te blijven registreren. Er worden momenteel verschillende pistes onderzocht - in samenspraak met de Regie der Gebouwen – om de registratie te verhuizen uit de Heizel naar een andere site. Op termijn zal het de bedoeling zijn om dit te integreren in de reguliere processen binnen de Dienst Vreemdelingenzaken tot zolang het systeem van tijdelijke bescherming actief is.

### *Hervestiging*

Gezien de huidige situatie van het opvangnetwerk engageert België zich om in 2023.500 personen te hervestigen. Voor 2024 wordt alles in het werk gesteld om het groeipad te hernemen, rekening houdende met mogelijke operationele beperkingen.

### *Strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel*

De strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel blijft een cruciale factor in een samenleving die actief waakt over het respect voor de fundamentele rechten. Onder andere het dossier Borealis toont nogmaals aan dat we blijvend de samenwerking moeten versterken tussen alle beleidsniveaus om een afdoende antwoord te kunnen bieden aan de slachtoffers.

Fedasil creëerde daarom samen met de gespecialiseerde centra, Minor-Ndako, Esperanto, FOD Justitie en de Dienst Vreemdelingenzaken een nieuwe opleiding over mensenhandel. Vanaf 2023 zal elke medewerker van de open opvangcentra deze basisopleiding kunnen volgen. Naast een theoretische inleiding in mensenhandel, zullen

à la problématique de la traite des êtres humains, les collaborateurs des centres Fedasil seront également formés à la détection et l'orientation, et un plan d'étapes clair des mesures à prendre en cas de suspicion de traite leur sera fourni dans cette optique. En 2023, les personnes de référence présentes dans les centres d'accueil Fedasil suivront, en plus de cette formation de base, une formation spécialisée de suivi.

Pour les centres fermés, une formation a également été élaborée et reprise dans le plan de formation pour le nouveau personnel. Par ailleurs, l'Office des Étrangers a travaillé sur un manuel relatif à la traite des êtres humains pour les centres fermés.

Bien entendu, l'Office des Étrangers continue aussi de jouer un rôle important dans l'octroi d'un droit de séjour aux personnes désireuses d'entamer la procédure de protection des victimes. C'était déjà le cas par le passé, sous certaines conditions, quand un dossier était classé sans suite. J'ai récemment décidé de faire de même dans certains cas de non-lieu, sous les mêmes conditions. Un étranger qui collabore sur le long terme à l'enquête judiciaire lorsqu'il existe suffisamment d'éléments faisant penser à un cas de traite des êtres humains, ne devrait pas subir les conséquences du fait que l'auteur ne peut pas être condamné au final.

Actuellement, tous les services concernés collaborent aussi étroitement à la question de l'exploitation sexuelle au sein de la communauté afghane. Le fait que les garçons afghans sont exploités sexuellement en Belgique pour apurer leurs dettes auprès du trafiquant est absolument inacceptable. Il est urgent de sensibiliser tant les travailleurs de première ligne que les jeunes. Toutes les informations disponibles doivent être communiquées de manière efficace entre les services concernés.

### *MENA*

Les mineurs étrangers non accompagnés représentent encore une part importante de l'afflux total en Belgique. En 2022, la tendance des années précédentes a été dépassée par un afflux de plus de 400 mineurs pour les mois d'août, septembre et octobre 2022.

Vu la vulnérabilité de ce groupe cible, la première conférence interministérielle sur ce thème a été organisée au mois d'avril.

Le groupe de travail, lancé par mon prédécesseur sur la prévention et le suivi des disparitions de mineurs, a identifié toute une série de problèmes sur lesquels nous continuons de nous pencher. Ainsi, l'élaboration d'un manuel pour les acteurs de première ligne est en passe d'être finalisée. Des démarches supplémentaires sont

centrummedewerkers van Fedasil ook opgeleid worden inzake detectie en oriëntatie, met inbegrip van een duidelijk stappenplan over wat ze moeten doen als er een vermoeden van mensenhandel is. Referentiepersonen in de opvangcentra van Fedasil zullen aansluitend op deze basisopleiding, in 2023 een gespecialiseerde vervolgoopleiding krijgen.

Ook voor de gesloten centra werd een opleiding uitgewerkt die opgenomen wordt in het vormingsplan voor nieuw personeel. Daarnaast werkte de Dienst Vreemdelingenzaken ook een draaiboek uit over mensenhandel voor de gesloten centra.

De Dienst Vreemdelingenzaken blijft uiteraard ook een belangrijke rol spelen in de afgifte van een verblijfsrecht aan personen die in de slachtofferprocedure stappen. In het verleden werd dit ook al gedaan wanneer er een seponering was, onder bepaalde voorwaarden. Hier heb ik recent beslist om dit ook te doen in bepaalde gevallen van een buitenvervolginstelling, onder dezelfde voorwaarden. Een vreemdeling die langdurig meewerkt aan het gerechtelijk onderzoek waar er voldoende elementen zijn voor mensenhandel mag namelijk niet de dupe zijn van het feit dat een dader uiteindelijk niet veroordeeld kan worden.

Op dit moment werken ook alle betrokken diensten nauw samen rond het thema van seksuele uitbuiting in de Afghaanse gemeenschap. Het feit dat Afghaanse jongens in België seksueel uitgebuit worden om van hun smokkelschuld af te komen is totaal onaanvaardbaar. Er is dringend nood aan sensibilisering van zowel de eerstelijns werkers als de jongeren zelf. Ook moet alle beschikbare informatie efficiënt en effectief gedeeld worden tussen de betrokken diensten.

### *NBMV*

Niet-begeleide minderjarige vreemdelingen vormen nog steeds een belangrijk aandeel van de totale instroom in België. In 2022 werden de trends van voorgaande jaren overtroffen met een instroom van telkens meer dan 400 minderjarigen in augustus, september en oktober 2022.

Gezien de kwetsbaarheid van deze doelgroep werd in april de eerste interministeriële conferentie rond dit thema georganiseerd.

De werkgroep die mijn voorganger opstartte over de preventie en opvolging van verdwijningen van minderjarigen heeft een heleboel knelpunten geïdentificeerd waar aan verder gewerkt wordt. Zo zit de ontwikkeling van een draaiboek voor eerstelijnsactoren in de finale fase. Ook worden er verdere stappen gezet richting

également mises en place en vue d'un partage adéquat des données entre les différents services. Il va de soi que le groupe de travail sera reconvoqué si de nouveaux points importants viennent s'ajouter à l'ordre du jour.

Une des difficultés qui a par exemple été identifiée était l'absence d'une offre adaptée pour les enfants des rues et d'autres mineurs étrangers qui, bien qu'ils y aient droit, ne sont pas ouverts à l'accueil. Concernant ces deux groupes cibles, nous ferons le nécessaire l'an prochain pour pouvoir identifier ces mineurs et leur proposer un accompagnement adapté. En juillet, le Conseil des ministres a décidé de prévoir un budget en vue d'un accueil accessible pour le deuxième groupe de mineurs. Par ailleurs, un coordinateur de projet sera recruté au sein de la commune d'Anderlecht en vue de créer une maison ouverte où un accompagnement spécifique sera mis en place pour ce groupe cible.

Il est indéniable que les réseaux de trafic d'êtres humains jouent un rôle important dans la présence de MENA dans notre pays. En collaboration avec les autres ministres compétents, nous continuerons donc à lutter en faveur du démantèlement de ces réseaux.

Enfin, de nouvelles dispositions sont en cours d'élaboration pour mieux soutenir et accompagner les jeunes adultes âgés de 18 à 21 ans dans leurs démarches d'accueil, atténuer la différence entre mineurs et majeurs et les aider dans cette transition.

#### *Apatrides*

La procédure actuelle pour les apatrides incombe en partie au Tribunal de la famille et en partie à l'Office des Étrangers. Le droit de séjour peut être obtenu sur la base de l'article 9*bis* de la loi des étrangers. Cet article fournit peu de sécurité juridique pour une catégorie de personnes qui peut être, en réalité, bien spécifiée. C'est pourquoi j'ai préparé un projet de loi qui sera prochainement soumis au Parlement dans le but d'instaurer un droit de séjour distinct dans la loi sur les étrangers. Cette proposition confère un rôle central au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides. Cela ne rend pas seulement justice au nom de cette institution, mais il s'agit également d'un choix logique vu l'expertise dont elle dispose déjà sur les pays d'origine.

#### *Politique liée au genre*

La question du genre mérite une attention particulière tant pour le contenu des dossiers en matière d'asile ou de droit de séjour que pour l'accueil des demandeurs de protection internationale.

een correcte gegevensdeling tussen de verschillende diensten. Uiteraard zal de werkgroep opnieuw samengeroepen worden indien er nieuwe agendapunten zijn waar we mee aan de slag moeten.

Eén van de knelpunten die hier geïdentificeerd werd, was het gebrek aan aangepast aanbod voor straatkinderen en andere buitenlandse minderjarigen die, ondanks dat ze er recht op hebben, niet open staan voor opvang. Voor beide doelgroepen zullen we het komende beleidsjaar het nodige doen om deze minderjarigen wél op de radar te krijgen en gepaste begeleiding te bieden. In juli nam de Ministerraad nog de beslissing om budget te voorzien voor een laagdrempelige opvang voor de tweede groep minderjarigen. Ook zal er bij de gemeente Anderlecht een projectcoördinator aangeworven worden om een inloophuis te maken, waar specifieke begeleiding is voor deze doelgroep.

Het is onmiskenbaar dat smokkelnetwerken een belangrijke rol spelen in de aanwezigheid van NBMV in ons land. Tezamen met de andere bevoegde ministers blijven we dan ook inzetten op de strijd tegen deze netwerken.

Tot slot wordt een nieuwe omkadering om jongvolwassenen van 18 tot 21 jaar beter te ondersteunen en te omkaderen in de opvang om het verschil tussen minderjarigheid en meerderjarigheid te verminderen en de overgang te verzachten.

#### *Staatlozen*

De huidige procedure voor staatlozen ligt gedeeld bij de familierechtbank en de Dienst Vreemdelingenzaken. Het verblijfsrecht kan verkregen worden op basis van artikel 9*bis* van de Vreemdelingenwet. Dit artikel creëert weinig rechtszekerheid voor een categorie van personen die in realiteit wel goed te preciseren is. Daarom heb ik een wetsontwerp klaar dat op korte termijn naar het parlement zal gaan, teneinde een afzonderlijk verblijfsrecht te creëren in de Vreemdelingenwet. In dit voorstel ligt een centrale rol voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Dit doet niet alleen recht aan de naam van de instantie, maar is ook een logische keuze gezien de expertise over landen van herkomst die reeds aanwezig is binnen de dienst.

#### *Gendersensitief beleid*

Zowel inhoudelijk in dossiers over asiel of verblijfsrecht als in de opvang van verzoekers om internationale bescherming verdient gender een bijzondere aandacht.

Le nouvel appel à projets lancé par Fedasil met l'accent sur la dimension du genre. Fedasil a également mené une étude sur le bien-être dans les centres. Ce rapport, qui sera prochainement publié, inclut des recommandations destinées au réseau d'accueil.

Les centres fermés de l'Office des Étrangers ont eux aussi décidé, cette année, de se pencher chacun sur un thème spécifique au genre. Une attention particulière sera ainsi accordée aux problématiques suivantes: victimes de violences sexuelles, homophobie chez les résidents, résidents transgenres, activités des résidents axées sur le genre, sensibilisation à l'égalité des genres et formation du personnel.

Durant l'année à venir, mes services et mon cabinet rempliront bien entendu aussi notre rôle dans le groupe interdépartemental sur les violences liées au genre.

Avec ces recommandations et d'autres du Plan d'Action fédéral "Pour une Belgique LGTBQI+ Friendly", le Plan d'Action National contre les violences de genre et le Plan fédéral Gender mainstreaming, nous allons nous mettre en travail.

**Ligne de force 5: Un accueil de qualité dans un modèle d'accueil flexible**

Depuis plusieurs mois et aujourd'hui encore, le réseau d'accueil subit une pression énorme. Les demandeurs de protection internationale ne peuvent pas toujours bénéficier d'un accueil dès l'enregistrement de leur demande, ce qui a des conséquences à la fois humanitaires et juridiques.

Qu'il soit bien clair: personne n'organise cette crise, personne ne veut laisser des personnes dans la rue. Dans le contexte actuel, plusieurs facteurs font qu'il est extrêmement difficile de disposer d'une capacité d'accueil suffisante.

Dans différents pays européens et *a fortiori* en Belgique, force est aujourd'hui de constater une augmentation de l'afflux de demandeurs de protection internationale. Ces chiffres en hausse s'ajoutent aux près de 60.000 personnes en provenance d'Ukraine qui bénéficient d'une protection temporaire en Belgique et qui trouvent refuge, grâce à diverses initiatives diverses, dans notre pays et au domicile de citoyens. Un tel afflux de réfugiés entraîne une pression énorme sur les systèmes existants.

De plus, nous nous heurtons à des limites en termes de création de places d'accueil supplémentaires, étant donné les limites opérationnelles des partenaires de l'accueil dans un contexte de grande pénurie sur le marché du travail. C'est d'autant plus vrai que d'importants

Binnen de nieuwe projectoproep van Fedasil is er aandacht voor de genderdimensie. Ook heeft Fedasil een studie gedaan naar het welbevinden in de centra. Dit rapport zal binnenkort gepubliceerd worden met aanbevelingen voor het opvangnetwerk.

Ook de gesloten centra van de Dienst Vreemdelingenzaken kozen dit jaar elk een genderspecifiek thema om verder rond te werken. Komen aan bod: extra aandacht voor de omgang met slachtoffers van seksueel geweld, omgaan met homofobie bij bewoners, omgang met transgender bewoners, bewonersactiviteiten met een gendergerelateerd thema, sensibilisering rond gendergelijkheid, vorming voor personeel.

Mijn diensten en mijn kabinet zullen uiteraard het komende beleidsjaar ook onze rol spelen binnen de interdepartementale groep gendergerelateerd geweld.

Met deze en andere aanbevelingen uit het Federaal Actieplan 'Voor een LGTBQI+ Friendly België', het Nationaal Actieplan in de Strijd tegen gendergerelateerd geweld en het Federaal Plan Gender mainstreaming gaan we aan de slag.

**Krachtlijn 5: Kwaliteitsvolle opvang in een flexibel opvangmodel**

Het opvangnetwerk staat reeds maanden en ook vandaag nog, onder enorme druk. Verzoekers om internationale bescherming kunnen niet steeds op de dag zelf van de registratie van hun aanvraag opgevangen worden met een zowel humanitaire als juridische consequenties tot gevolg.

Laat het duidelijk zijn: niemand organiseert deze crisis, niemand wil mensen op straat. In de huidige context komen verschillende zaken samen die het enorm moeilijk maken om over voldoende opvangcapaciteit te beschikken.

Zo zien we vandaag in verschillende Europese landen en zeker ook in ons land, een verhoogde instroom van verzoekers om internationale bescherming. Dit komt bovenop de kleine 60.000 ontheemde personen uit Oekraïne die in ons land tijdelijke bescherming genieten en bij diverse initiatieven in ons land en bij mensen thuis, onderdak vinden. Een dermate hoge instroom van personen op de vlucht zet de bestaande systemen in ons land enorm onder druk.

Daarnaast botsen we op limieten wat betreft de creatie van bijkomende opvangcapaciteit omdat we geconfronteerd worden met operationele limieten van de opvangpartners in een context van grote krapte op de arbeidsmarkt. Zeker omdat er de voorbije jaren al enorme

efforts ont déjà été consentis ces dernières années. La capacité d'accueil a en effet doublé ces quatre dernières années. L'an dernier uniquement, 5.132 nouvelles places d'accueil ont déjà été créées.

La mise en place d'une capacité supplémentaire est aussi difficile dans la mesure où nous constatons plus de résistance qu'auparavant de la part des autorités locales auprès desquelles nous souhaitons créer des places. J'appelle toutes les administrations locales concernées à tenir suffisamment compte du contexte plus vaste et à prendre conscience que leurs actions et efforts sont nécessaires pour éviter que la pénurie des places d'accueil ne persiste.

Outre les places d'accueil supplémentaires, il est également essentiel de miser sur la gestion des flux entrants et la hausse des flux sortants.

Pour faire face à l'afflux, un Centre Dublin a été ouvert à Zaventem. Les campagnes de prévention existantes seront poursuivies et de nouvelles viendront s'ajouter.

En ce qui concerne les flux sortants, une série de mesures sont actuellement mises en œuvre. Il s'agit avant tout d'augmenter la capacité de traitement des instances d'asile. Celles-ci jouent un rôle crucial dans les efforts visant à maintenir la capacité d'accueil nécessaire sous contrôle.

Vu la situation actuelle et l'hiver qui approche, des mesures supplémentaires s'imposent pour faire face à la situation. L'important à cet égard est de ne pas se concentrer uniquement sur les mesures nécessaires à court terme, mais aussi de penser sur le long terme. Le plan hivernal que j'ai élaboré en matière d'accueil s'inscrit dans le prolongement des mesures structurelles que nous avons déjà prises précédemment, comme la décision de conserver 5400 places tampon au terme de cette crise.

L'approche structurelle qui s'impose vient se greffer sur plusieurs thèmes qui sont détaillés plus loin dans cette note:

*Une politique de migration européenne*

*Approche de la traite et du trafic des êtres humains*

*Création d'une structure en chaîne*

À plus court terme, des mesures seront également prises pour accroître la disponibilité des places d'accueil et prendre des mesures d'encadrement afin de remédier à la pénurie. Ainsi, une collaboration sera initiée avec la Région de Bruxelles-Capitale pour pouvoir disposer

inspanningen geleverd werden. De opvangcapaciteit is de voorbije vier jaar namelijk verdubbeld. Het afgelopen jaar alleen kwamen er al 5.132 opvangplaatsen bij.

Bijkomende capaciteit creëren is ook moeilijk omdat we meer dan vroeger weerstand zien bij lokale besturen waar we plaatsen willen creëren. Ik roep alle betrokken lokale besturen op om voldoende rekening te houden met de bredere context en te beseffen dat hun acties en inspanningen nodig zijn om te vermijden dat het opvangtekort aanhoudt.

Naast bijkomende opvangplaatsen is het ook essentieel in te zetten op het aanpakken van de instroom en het verhogen van de uitstroom.

Om de instroom aan te pakken werd er in Zaventem een Dublincentrum geopend. Tevens wordt er verder gewerkt met en aan preventiecampagnes.

Inzake uitstroom worden momenteel een heel resem aan maatregelen uitgevoerd. Het gaat dan in eerste instantie om het verhogen van de behandelingscapaciteit bij de asielinstanties. Zij spelen een cruciale rol om de benodigde opvangcapaciteit onder controle te houden.

Gezien de huidige situatie en de aankomende winter is er nood aan bijkomende maatregelen om de situatie het hoofd te bieden. Belangrijk hierbij is dat we ons niet blindstaren op maatregelen die op korte termijn nodig zijn, maar ook blijven vooruit kijken. Het winterplan dat ik inzake opvang heb opgemaakt, gaat dan ook verder op de eerdere structurele maatregelen die we reeds ondernomen hebben, zoals de beslissing om 5.400 bufferplaatsen aan te houden na deze crisis.

De structurele aanpak die nodig is, ent zich op verschillende thema's die elders in deze nota uitgebreid worden toegelicht:

Een Europees migratiebeleid.

*Aanpak van mensenhandel en smokkel*

*Creëatie van een ketenstructuur*

Op kortere termijn worden ook maatregelen genomen om de beschikbaarheid van opvangplaatsen te vergroten en omkaderende maatregelen te nemen om dit opvangtekort te ondervangen. Zo wordt een samenwerking met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgestart om over

de places supplémentaires. En outre, la priorité sera donnée à l'augmentation de la capacité d'accueil au sein du réseau. Actuellement, certaines places ne peuvent pas être utilisées en raison d'un manque de personnel ou de problèmes d'infrastructure.

Il s'agira également de veiller à renforcer les flux sortants. Le CGRA a dressé un plan d'action particulier à cet effet afin de pouvoir augmenter son 'output'. Nous examinons aussi comment mieux accompagner les réfugiés reconnus au sein du réseau d'accueil dans leur recherche de logement, et nous demanderons aux personnes qui travaillent d'être autonomes.

Comme indiqué précédemment, une approche plus intégrée avec les instances chargées de l'asile est nécessaire. Elles constituent le meilleur tampon pour faire face aux fluctuations et permettront de ramener davantage de stabilité dans le réseau d'accueil.

L'étape majeure qui doit être franchie concerne le Pacte de migration au niveau européen. En l'absence de ce pacte, nous serons, en tant qu'État membre, exposés à des fluctuations ingérables. Ce n'est qu'au niveau européen qu'un cadre peut être proposé et offrir suffisamment de stabilité pour mener une politique d'asile fonctionnelle et humaine.

Enfin, nous continuons à rechercher un équilibre entre l'accueil individuel et collectif et soulignons l'importance des structures à petite échelle pour les personnes vulnérables ayant des besoins particuliers.

### **Ligne de force 6: Une politique migratoire comme valeur ajoutée**

#### *La migration étudiante*

La migration étudiante représente une plus-value pour notre pays. Les 'cerveaux' peuvent pleinement se développer dans nos universités et hautes écoles. Au cours de cette législature, différentes mesures ont déjà été adoptées pour renforcer la migration étudiante et pour faire en sorte que les 'cerveaux' restent en Belgique après leurs études.

La nouvelle procédure concernant la migration étudiante a été pour la première fois appliquée dans le cadre des demandes de séjour étudiant pour l'année académique 2022-2023. Son application est actuellement évaluée en interne afin que des mesures supplémentaires puissent être prises si nécessaire.

Mes services ont accompli un travail non négligeable cet été pour traiter efficacement et dans les temps un grand nombre de demandes. Ainsi, le délai de traitement

bijkomende plaatsen te kunnen beschikken. Verder zal er prioritair ingezet worden op het verder verhogen van de opvangcapaciteit binnen het opvangnetwerk. Hier kunnen plaatsen nu niet gebruikt worden door een tekort aan personeel of infrastructurele problemen.

Er zal ook gewerkt worden aan bijkomende uitstroom. Het CGVS heeft hiervoor een bijzonder actieplan opgezet om haar output te kunnen verhogen. Daarnaast bekijken we hoe we erkend vluchtelingen in het opvangnetwerk beter kunnen begeleiden in hun zoektocht naar huisvesting en zullen we ook personen die werken vragen om op eigen benen te staan.

Zoals reeds eerder aangegeven, is vooral ook een meer geïntegreerde werking met de asielinstanties noodzakelijk. Zij vormen de beste buffer om fluctuaties op te vangen en zullen ons toelaten om terug meer stabiliteit te brengen in het opvangnetwerk.

De belangrijkste stap die hier echter gezet moet worden, betreft een Migratiepact op Europees niveau. In afwezigheid hiervan worden we als lidstaat blootgesteld aan onbeheersbare fluctuaties. Enkel op Europees niveau kan een kader worden aangeboden dat voldoende stabiliteit biedt om een functionerend en humaan asielbeleid te voeren.

Ten slotte blijven we streven naar een evenwicht tussen individuele en collectieve opvang en benadrukken we het belang van kleinschalige opvang voor kwetsbare personen met bijzondere noden.

### **Krachtlijn 6: Een versterkend migratiebeleid**

#### *Studiemigratie*

Studiemigratie betekent een meerwaarde voor ons land. 'Knappe koppen' kunnen zich volop ontplooiën aan onze universiteiten en hogescholen. Er werden deze legislatuur dan ook al maatregelen genomen om studiemigratie te versterken en de 'knappe koppen' ook na hun studie in ons land te houden.

De herziene procedure voor studiemigratie werd voor het eerst toegepast voor de aanvragen studentenverblijf voor het academiejaar 2022-2023. De toepassing ervan wordt nu intern geëvalueerd zodat, indien nodig, bijkomende maatregelen kunnen genomen worden.

Mijn diensten verzetten heel wat werk deze zomermaanden om het grote aantal aanvragen kwalitatief en tijdig te behandelen. Zo vond de recent ingevoerde

maximal de 90 jours, récemment introduit dans la loi, pour les demandes de visa d'étudiant a trouvé sa pleine application pour la première fois. L'instauration de ce délai de traitement, et son respect, constitue une amélioration significative par rapport aux années précédentes. Cette année, l'OE a traité, en moyenne dans les 2 mois, les demandes de visa d'étudiants désireux de venir étudier dans une institution reconnue d'enseignement supérieur. De plus, bon nombre de visas d'étudiant ont été délivrés bien plus rapidement, et directement par les postes diplomatiques, lorsqu'il ressortait clairement du dossier que toutes les conditions étaient remplies. Cette façon de procéder s'inscrit parfaitement dans le prolongement de mon objectif prioritaire, à savoir de garantir des procédures efficaces et transparentes en matière de migration légale.

Cela étant, il reste encore du pain sur la planche. Nous devons continuer à être attentifs aux risques d'abus dans le cadre de la procédure de migration étudiante. La nouvelle loi sur le séjour étudiant prévoit déjà des motifs de refus et de retrait supplémentaires qui seront appliqués rigoureusement. Par ailleurs, nous miserons également sur une vérification minutieuse de l'authenticité des documents présentés.

Les délais pour les demandes de renouvellement de séjour (étudiant) constituent également un point d'attention permanent, pour lequel plusieurs mesures concrètes ont récemment été prises. Ainsi, la date d'expiration des différentes cartes de séjour sera "reportée" afin que les cartes de séjour humanitaires n'expirent pas au milieu de la "haute saison" des renouvellements de cartes d'étudiant, et que les communes soient encouragées à faire pleinement usage de leur compétence de prolongation d'office du séjour étudiant si le dossier est complet et correct. L'impact des différentes mesures sera évalué et des adaptations seront apportées le cas échéant.

### *Migration économique*

La pénurie sur le marché du travail se poursuit. Dans le même temps, force est de constater que le taux de participation au marché du travail des personnes issues de l'immigration reste bien en dessous de la moyenne européenne. Dans le cadre de mes attributions, je tiens à contribuer au taux d'emploi de 80 % en supprimant, pour les étrangers en séjour légal, la condition d'accès au séjour basée sur l'emploi. Cette suppression est entre autres possible en changeant le statut en permis unique pour tous les étrangers ayant un statut de séjour de plus de trois mois. Mon projet de loi a été approuvé début octobre par la Commission Intérieur de la Chambre. Ce projet offre entre autres une solution aux Ukrainiens qui

wettelijk voorziene maximale behandelingstermijn van 90 dagen voor de aanvragen voor studentenvisa, voor het eerst zijn volledige toepassing. Het invoeren van deze behandelingstermijn, en het respecteren ervan, is een significante verbetering ten opzichte van eerdere jaren. DVZ behandelde dit jaar aanvragen voor een studentenvisum om aan een erkende instelling voor hoger onderwijs te komen studeren in België gemiddeld binnen de 2 maand. Bovendien werden heel wat studentenvisa veel vlugger rechtstreeks afgeleverd door de diplomatieke posten zelf, wanneer uit het dossier duidelijk blijkt dat alle voorwaarden vervuld zijn. Dit kadert volledig binnen de prioriteit die ik zal blijven geven aan het verzekeren van transparante en efficiënte procedures voor legale migratie.

Maar er is zeker nog werk aan de winkel. We moeten de nodige aandacht blijven besteden aan mogelijk misbruik van de procedure studentenmigratie. De nieuwe wet studentenverblijf bevat al bijkomende weigerings- en intrekingsgronden die nauwkeurig zullen toegepast worden. Daarnaast wordt ook ingezet op een nauwgezette verificatie van de authenticiteit van de voorgelegde documenten.

Ook de termijnen voor de verlengingsaanvragen van het (studenten)verblijf zijn een blijvend werkpunt, waarvoor recent verschillende concrete maatregelen genomen werden. Zo zal bijvoorbeeld de vervaldatum van de verschillende verblijfskaarten 'geschrinkt' verlopen, zodat de kaarten van humanitair verblijf niet verlopen midden in het 'hoogseizoen' van de verlengingen van de studentenkaarten, en zo zullen de gemeentes worden aangemoedigd om ten volle gebruik te maken van hun bevoegdheid om ambtshalve het verblijf van studenten te verlengen indien het dossier volledig en correct is. De impact van de verschillende maatregelen zal geëvalueerd worden, en waar nodig zal bijgestuurd worden.

### *Arbeidsmigratie*

De krapte op de Belgische arbeidsmarkt zet zich verder. Tegelijkertijd moeten we vaststellen dat de arbeidsmarktparticipatie van personen met een migratieachtergrond ver onder de Europese gemiddeldes blijft. Vanuit mijn bevoegdheden wil ik bijdragen aan de tewerkstellingsgraad van 80 % door de drempels voor de toegang tot een verblijf op basis van werk voor legaal verblijvende vreemdelingen weg te halen. Dit doen we onder meer door de statuutswijziging naar de gecombineerde vergunning mogelijk te maken voor alle vreemdelingen met een verblijfstatus van meer dan drie maanden. Mijn wetsontwerp werd begin oktober goedgekeurd in de Commissie Binnenlandse zaken van de Kamer. Het



ont reçu le statut de protection temporaire en Belgique et qui veulent passer à un statut sur la base de leur emploi.

Nous veillons au maximum à ce que les chercheurs de pays tiers dans lesquels la Belgique a beaucoup investi, puissent rejoindre le marché du travail belge au terme de leur recherche. Nous introduisons pour ce faire, ensemble avec le ministre de l'Économie et du Travail, l'année de recherche pour les chercheurs de pays tiers, à l'instar de l'année de recherche pour les étudiants, qui a été introduite en 2021.

Il ne s'agit là que d'une des mesures concrètes de mon projet de loi qui a été approuvé en juillet de cette année par le Parlement: la loi relative au séjour des chercheurs, stagiaires et volontaires de pays tiers dans le cadre d'un programme volontaire européen. Ma proposition, accompagnée des mesures d'exécution nécessaires, a été approuvée en septembre par le Conseil des ministres, ce qui va nous permettre d'entreprendre prochainement des démarches concrètes en vue d'une migration plus académique et professionnelle.

En 2023, nous ferons de la transposition de la directive remaniée sur la carte bleue une priorité. Le système européen revu et harmonisé pour les migrants professionnels hautement qualifiés rendra l'Union européenne plus compétitive par rapport à d'autres régions. Il s'agit d'un texte équilibré, qui tient compte des droits des employés hautement qualifiés. Ce texte s'intègre parfaitement dans notre philosophie en matière de migration économique.

La plate-forme électronique 'working in Belgium' a été lancée en 2021 et contribue à une procédure transparente, efficace et rapide. L'utilisation de cette nouvelle plate-forme est continuellement évaluée en interne avec les différents partenaires. Récemment, certaines améliorations des performances et processus ont été apportées sur la base du feedback des différents groupes d'utilisateurs. Diverses améliorations sont encore prévues prochainement. La plate-forme sera par ailleurs développée plus avant, par exemple dans le but de garantir l'accès des services d'inspection, mais elle sera aussi étendue, entre autres en appliquant la procédure du permis unique pour les chercheurs, stagiaires et volontaires de pays tiers. À cette fin, nous envisageons en 2023 la conclusion d'un nouvel accord de coopération concernant des fonctionnalités supplémentaires, telles que la garantie d'accès des services d'inspection à la plate-forme électronique pour assurer un meilleur contrôle.

Dans le dossier Borealis, nous avons récemment été confrontés au risque d'abus dans le cadre de la

biedt onder andere een oplossing voor Oekraïners die het statuut van tijdelijke bescherming kregen in België, die willen overschakelen naar een statuut op basis van tewerkstelling.

We zorgen er voor dat derdelands onderzoekers waarin België veel geïnvesteerd heeft, maximaal kunnen aansluiten op de Belgische arbeidsmarkt na het voltooiën van hun onderzoek. We voeren daarvoor, in samenwerking met de minister van Economie en Werk, het zoekjaar in voor derdelands onderzoekers, naar voorbeeld van het zoekjaar voor studenten dat werd ingevoerd in 2021.

Dat is slechts één van de concrete maatregelen van mijn wetsontwerp dat in juli van dit jaar werd goedgekeurd door het Parlement: de wet met betrekking tot het verblijf van derdelands onderzoekers, stagiairs en vrijwilligers in kader van een Europees vrijwilligersprogramma. Mijn voorstel met de benodigde uitvoeringsmaatregelen werd eind september goedgekeurd door de Ministerraad, waardoor we op korte termijn concrete stappen zetten naar meer academische en arbeidsmigratie.

In 2023 maken we prioritair werk van de omzetting van de herziene Blauwe Kaart-richtlijn. Het herziene Europese geharmoniseerde systeem voor hooggeschoolde arbeidsmigranten zal de Europese Unie competitiever maken ten opzichte van andere regio's. Het is een evenwichtige tekst, met de nodige aandacht voor de rechten van de hooggeschoolde werknemer. Dit past volledig in onze filosofie rond arbeidsmigratie.

Het elektronisch platform 'working in Belgium' werd in 2021 gelanceerd en draagt bij aan een transparante, efficiënte en snellere procedure. Het gebruik van dit nieuwe platform wordt continu intern geëvalueerd met de verschillende partners. Recent werden al bepaalde performantie en procesverbeteringen doorgevoerd op basis van feedback van de verschillende groepen gebruikers. Verschillende verbeteringen staan nog op korte termijn gepland. Het platform zal bovendien verder verdiept worden, door bijvoorbeeld de toegang van de inspectiediensten te garanderen, én zal verder uitgebreid worden, onder andere door de toepassing van de gecombineerde vergunningsprocedure voor derdelands onderzoekers, stagiairs en vrijwilligers. Daarvoor willen we in 2023 een nieuw Samenwerkingsakkoord sluiten met betrekking tot bijkomende functionaliteiten, zoals het verzekeren van de toegang van de inspectiediensten tot het elektronisch platform om een betere controle te garanderen.

We werden recent in het dossier Borealis ook geconfronteerd met het risico op misbruik van de procedure

procédure de migration économique au détriment des employés concernés. C'est pourquoi, dans le cadre de la future conférence interministérielle, je souhaite me pencher avec les ministres fédéraux et régionaux compétents non seulement sur les possibilités d'optimiser le cadre du permis unique, mais aussi sur les mesures supplémentaires qui peuvent être prises pour que les employés soient pleinement conscients de leurs droits sur le marché du travail et puissent les exercer au mieux. Nous examinons également comment rendre l'employé moins dépendant de l'employeur dans le cadre de la procédure du permis unique, sans remettre pour autant en question le modèle du marché axé sur la demande.

### *Court séjour*

Chaque année, des centaines de milliers de personnes arrivent en Belgique pour un court séjour. Cette migration a fortement diminué depuis la crise de COVID (en 2019, 190.000 visas court séjour avaient encore été délivrés, contre 35.000 l'an dernier), mais les chiffres repartiront probablement à la hausse au cours des années à venir. Les personnes qui ne séjournent pas dans un hôtel doivent communiquer leur lieu de séjour à l'administration communale et reçoivent un justificatif. Cette procédure est assez fastidieuse et n'est souvent pas appliquée. C'est pourquoi nous prévoyons un système numérique de notification d'adresse afin de faciliter la déclaration et de décharger les services communaux de cette tâche. De plus, les informations liées à ces déclarations d'adresse seront automatiquement comparées avec celles de la banque de données EES, afin de permettre aux autorités de disposer à tout moment d'informations précises sur les personnes qui sont retournées dans leur pays d'origine et celles qui sont restées sur le territoire. Actuellement, cela passe par un contrôle d'adresse effectué par la police, mais celle-ci est souvent amenée à vérifier l'adresse de personnes qui sont déjà retournées dans leur pays. Ce ne sera plus nécessaire à l'avenir.

### *Regroupement familial*

Vivre avec son partenaire et ses enfants est un droit. Les demandeurs doivent cependant respecter plusieurs conditions. Le regroupement familial est depuis longtemps déjà le canal de migration le plus important en Belgique. Des règles claires et correctes sont donc requises à cet égard. Des adaptations seront apportées conformément à l'accord de gouvernement.

Les propositions concernant le regroupement familial seront introduites dans différents projets de loi ainsi que dans le Code de la migration. En 2022, les partenaires du gouvernement se verront soumettre un premier projet de loi qui met davantage en conformité les règles en matière

van arbeidsmigratie ten koste van de betrokken werknemers. Ik wil daarom in het kader van de toekomstige Interministeriële Conferentie, samen met de bevoegde federale en gewestelijke ministers, niet alleen onderzoeken of het gecombineerde vergunningskader verder kan geoptimaliseerd worden, maar ook welke bijkomende maatregelen kunnen genomen worden om te verzekeren dat de werknemer ten volle op de hoogte is van zijn arbeidsrechten en deze optimaal kan benutten. We onderzoeken ook hoe de werknemer minder afhankelijk kan gemaakt worden van de werkgever in kader van de gecombineerde vergunningsprocedure, zonder het vraaggestuurde arbeidsmodel in vraag te stellen.

### *Kort verblijf*

Jaarlijks komen honderdduizenden personen voor een kort verblijf naar België. Deze migratie is sinds COVID fel afgenomen (in 2019 werden nog 190.000 visa kort verblijf afgeleverd, vorig jaar slechts 35.000), maar er wordt verwacht dat het cijfer de komende jaren weer zal stijgen. Wie niet in een hotel verblijft, moet zijn verblijfplaats melden aan het gemeentebestuur, en ontvangt daarvan een bewijs. Deze procedure is vrij omslachtig, en wordt heel vaak ook niet toegepast. Daarom wordt in een digitale adresmelding voorzien, die deze aangifte vergemakkelijkt en de gemeentelijke diensten ontlast van deze taak. Bovendien zal de informatie van deze adresmeldingen automatisch getoetst worden aan de EES-databank, zodat er steeds precieze informatie is over wie naar het thuisland is teruggekeerd, en wie op het grondgebied is gebleven. Nu gebeurt dit via een adrescontrole door de politie, maar moet de politie vaak een adres controleren van iemand die al teruggekeerd is. Dat is in de toekomst niet meer nodig.

### *Gezinshereniging*

Het samenleven met partner en kinderen is een recht. De aanvragers dienen echter wel aan verschillende voorwaarden te voldoen. Gezinshereniging is reeds lang het grootste migratiekanaal naar België. Duidelijke en correcte regels zijn dus vereist. In lijn met het regeerakkoord zullen er aanpassingen gebeuren.

De voorstellen rond gezinshereniging zullen worden verwerkt in verschillende wetsontwerpen én in het Migratiewetboek. In 2022 wordt een eerste wetsontwerp voorgesteld aan de regeringspartners dat de regels rond gezinshereniging verder in overeenstemming brengt

de regroupement familial avec la jurisprudence européenne, adapte les conditions du regroupement familial avec un enfant mineur belge et prévoit le regroupement familial des parents avec l'étranger mineur accompagné ayant obtenu une protection internationale.

### *Citoyens de l'Union*

Les citoyens de l'Union constituent le plus grand groupe de nouveaux arrivants dans ce pays, avec 65.000 enregistrements par an, et ils représentent également la plus importante charge de travail pour les communes et l'Office des Étrangers. Une procédure simple et rapide pour ce groupe constituerait dès lors un important gain d'efficacité pour l'administration.

Avant l'été, le Conseil des ministres a approuvé un arrêté royal soumis par mes services dans le but de proposer une solution aux communes où de nombreux citoyens de l'Union résident à titre temporaire, sans s'y inscrire. Ces personnes pourront être inscrites d'office par la commune lorsqu'elles sont trouvées à une adresse.

Afin d'aligner les règles actuelles concernant les demandeurs d'emploi sur la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne, la procédure sera adaptée pour cette catégorie de personnes.

Dans le cadre de ces modifications, il sera également prévu d'emblée que toute demande de séjour doit être complète dès le départ et introduite au moyen d'un formulaire de demande dûment rempli. Ce formulaire de demande indiquera de manière claire et compréhensible toutes les conditions à respecter, ainsi que tous les documents à soumettre avec la demande.

Le formulaire précisera également dans quels cas la commune pourra délivrer une carte de séjour et dans quels cas une enquête doit d'abord être effectuée par l'Office des Étrangers. Un demandeur qui préfère recevoir plus rapidement la carte électronique saura donc quels documents supplémentaires doivent être joints.

Pour les citoyens de l'Union qui résident en Belgique pour plus de cinq ans, les communes seront compétentes pour délivrer une carte de séjour permanent, ce qui supprime une étape dans la procédure. Cette procédure sera donc aussi plus rapide pour le demandeur.

### **Ligne de force 7: Lutter contre le séjour irrégulier**

Le phénomène de séjour irrégulier reste un défi majeur qui est extrêmement problématique tant pour la société belge que pour la personne concernée. La politique

met de Europese rechtspraak, dat de voorwaarden gezinshereniging met een Belgisch minderjarig kind aanpast en de gezinshereniging van de ouders met de begeleide minderjarige vreemdeling die een internationale bescherming verkreeg, voorziet.

### *Unieburgers*

Unieburgers zijn met 65.000 inschrijvingen per jaar de grootste groep nieuwkomers in dit land, en betekenen voor de gemeenten en voor de dienst vreemdelingenzaken ook de grootste werklast. Een eenvoudige en vlotte procedure voor deze groep betekent dan ook een grote efficiëntiewinst voor het bestuur.

Voor de zomer werd op de Ministerraad een Koninklijk Besluit goedgekeurd waarin ik een oplossing heb gecreëerd voor gemeenten waarin veel Unieburgers wel tijdelijk verblijven maar zich niet inschrijven. Deze personen zullen door de gemeente ambtshalve ingeschreven kunnen worden wanneer ze op een adres worden aangetroffen.

Om de huidige regeling voor werkzoekenden in overeenstemming te brengen met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie, zal de procedure voor deze categorie aangepast worden.

Bij de aanpassing van deze regeling zal meteen ook bepaald worden dat elke aanvraag tot verblijf bij aanvang volledig moet zijn, en op basis van een volledig ingevuld aanvraagformulier moet gebeuren. Dit aanvraagformulier zal op een heldere en toegankelijke manier alle voorwaarden vermelden die moeten worden vervuld, en ook alle documenten die bij de aanvraag moeten worden voorgelegd.

Uit het aanvraagformulier zelf zal ook duidelijk blijken in welke gevallen de gemeente zelf een verblijfskaart zal mogen afgeven, en in welke gevallen eerst een verder onderzoek nodig is door de Dienst Vreemdelingenzaken. Een aanvrager die liefst sneller de elektronische kaart verkrijgt, zal dus weten welke extra documenten daarvoor toegevoegd moeten worden.

Voor Unieburgers die meer dan vijf jaar in België verblijven, krijgen de gemeenten zelf de bevoegdheid om een kaart voor duurzaam verblijf af te geven, waardoor een tussenstap in de procedure wordt geschrapt. Ook deze procedure zal dus voor de aanvrager sneller verlopen.

### **Krachtlijn 7: Onwettig verblijf tegengaan**

Het fenomeen van onwettig verblijf blijft een zeer grote uitdaging, die zowel voor de Belgische samenleving als voor de betrokkene uiterst problematisch is.

pour faire face à cette problématique est longtemps restée insuffisante. Certaines solutions adoptées par le passé ont leur mérite et elles étaient nécessaires. Or, comme l'a entre autres constaté la Commission Bossuyt, l'approche appliquée à l'époque n'apportait pas de réponse adéquate. C'est ainsi que la présente législature a mis au point une approche diversifiée, tant au niveau des procédures concrètes que des partenaires impliqués. L'objectif central de cette approche est d'éviter le séjour irrégulier en prévoyant une politique proactive et un échange correct d'informations entre les différents acteurs, ce dès le lancement d'une procédure de séjour.

Le retour volontaire doit toujours être la première étape d'une politique de retour équilibrée. Lorsque les personnes concernées peuvent être convaincues d'un avenir dans leur pays d'origine, leur retour effectif est beaucoup plus probable et durable. Le coût budgétaire du retour volontaire est nettement inférieur à celui du retour forcé. En misant sur le retour volontaire, nous évitons autant que possible le recours à la contrainte et à des mesures restrictives de liberté. Ces instruments doivent rester réservés aux personnes qui refusent de façon répétée de se conformer à un ordre de quitter le territoire. La mobilisation en faveur du retour volontaire sera dès lors encore plus intensifiée. Un plan d'action a été élaboré en ce sens.

L'accent est mis sur un suivi proactif intensif des étrangers qui ont reçu un ordre de quitter le territoire, via le système ICAM (individual case management) qui permet d'accompagner les étrangers individuellement vers une perspective d'avenir durable.

Cette nouvelle politique de retour proactive est une approche sur mesure: des trajets de retour spécifiques aux différents groupes cibles seront mis en place, avec une approche différente de l'encadrement en fonction du groupe cible. Au sein d'un même groupe cible, une approche diversifiée sera appliquée. Ces trajets de retour spécifiques aux groupes cibles seront élaborés avec l'ensemble des instances concernées et ils passeront par un accompagnement intensif, un soutien et un suivi régulier. Cette nouvelle politique de retour proactive tient aussi plus compte des personnes. Elle nécessite une approche humaine et de proximité. Au cours des deux dernières années, nous avons posé les fondements de cette politique. Le gouvernement a approuvé le déploiement d'un réseau de bureaux ICAM régionaux et le recrutement de 85 accompagnateurs ICAM au total. Actuellement, 60 de ces accompagnateurs sont employés, certains sont en formation.

Lorsque l'étranger refuse de coopérer à son retour volontaire, l'accent sera mis sur un renforcement du

Het beleid om deze problematiek tegen te gaan bleef lange tijd onvoldoende. Sommige van de recepten uit het verleden zijn verdienenstelijk en noodzakelijk. Maar, zoals onder andere door de commissie-Bossuyt werd vastgesteld, bleek de voormalige aanpak geen afdoend antwoord te bieden. Daarom werd er deze legislatuur een gediversifieerde aanpak opgestart, zowel wat betreft de concrete procedures als de betrokken partners. Centraal hierin staat het vermijden van onwettig verblijf door een aanklampend beleid en correcte informatieverstrekking door verschillende actoren vanaf de start van een verblijfsprocedure.

Vrijwillige terugkeer moet steeds de eerste stap zijn in een evenwichtig terugkeerbeleid. Wanneer personen zelf overtuigd kunnen worden van een toekomst in hun land van herkomst, is een effectieve terugkeer van deze personen veel waarschijnlijker én duurzamer. De budgettaire kost van vrijwillige terugkeer is beduidend lager dan bij een gedwongen terugkeer. Door in te zetten op vrijwillige terugkeer vermijden we zo veel als mogelijk het gebruik van dwang en vrijheidsbepalende maatregelen. Deze instrumenten moeten voorbehouden blijven voor personen die blijvend weigeren in te gaan op een bevel het grondgebied te verlaten. De inzet op vrijwillige terugkeer wordt bijgevolg verder geïntensifieerd. Daartoe werd een actieplan uitgewerkt.

Er wordt ingezet op een aanklampende intensieve opvolging van vreemdelingen die een bevel om het grondgebied te verlaten hebben ontvangen, de ICAM-begeleiding (individual case management) waarbij deze vreemdelingen individueel worden begeleid naar een duurzaam toekomstperspectief.

Dit nieuwe aanklampend terugkeerbeleid is maatwerk: er worden doelgroep-specifieke terugkeertrajecten ontwikkeld met een verschillende aanpak van begeleiding naargelang de doelgroep. Zelfs binnen eenzelfde doelgroep wordt een gediversifieerde aanpak gehanteerd. Deze doelgroep-specifieke terugkeertrajecten worden uitgewerkt met alle betrokken instanties, via een doorgedreven begeleiding, ondersteuning en met een regelmatige opvolging. Dit nieuwe aanklampend terugkeerbeleid is ook mensenwerk. Het vergt een menselijke en nabije aanpak. De afgelopen twee jaar hebben we de fundamenteën voor dit beleid gelegd. De regering keurde de uitrol goed van een netwerk van regionale ICAM-bureaus en de bijhorende werving van in totaal 85 ICAM-begeleiders. Momenteel zijn 60 van deze begeleiders in dienst, waarvan een deel in opleiding.

Wanneer de vreemdeling weigert mee te werken aan zijn vrijwillige terugkeer, wordt ingezet op een versterking

retour forcé. Avant de pouvoir procéder au maintien en vue d'un éloignement forcé, on examinera d'abord si une mesure de maintien moins coercitive peut encore être appliquée de manière efficace. La loi prévoira des mesures moins contraignantes comme alternatives à la détention.

Un projet de loi permettant de mettre pleinement en œuvre cette politique de retour proactive sera soumis cette année à la Chambre.

Une solution alternative sera recherchée au problème des étrangers en séjour irrégulier qui refusent de quitter leur logement. Une proposition sera soumise au gouvernement à cet effet.

Bien que de portée et d'application actuellement limitées, les projets pilotes pour l'accueil et l'orientation des personnes en séjour irrégulier restent également un complément important à la mise en œuvre globale de la politique proactive. Entre-temps, la collaboration a pu concrètement démarrer autour d'un projet précis et de nombreux efforts sont déployés pour l'étendre à différentes villes.

Les bonnes pratiques du premier projet pilote serviront de base à l'élaboration des projets à venir.

Pour les migrants en transit en Belgique, nous continuons aussi à suivre la voie de l'accompagnement. Les modifications apportées à la politique du Royaume-Uni après le Brexit ne dissuadent clairement pas les migrants. Jamais auparavant, autant de personnes n'avaient tenté de traverser la Manche dans de petites embarcations, avec tous les risques que cela implique.

C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts pour informer les migrants en transit. Entre-temps, 8 collaborateurs du programme Reach-Out travaillent déjà chez Fedasil et se rendent sur le terrain pour informer les migrants en transit et les autres personnes en séjour irrégulier. De nombreuses collaborations ont été mises en place ces dernières années en vue de collaborer avec les administrations locales et les organisations civiles pour atteindre au mieux les migrants.

Afin de promouvoir les échanges entre l'OE, la police, le Parquet et Fedasil, le groupe de travail Coter sur la migration en transit poursuivra ses travaux en 2023 également.

L'année passée, des contacts étroits ont été entretenus avec les autorités françaises, britanniques, néerlandaises et allemandes à ce sujet. Ces contacts ont permis de

van de gedwongen terugkeer. Voordat tot vasthouding met het oog op gedwongen verwijdering kan worden overgegaan, zal eerst worden nagegaan of er een minder dwingende maatregel voor vasthouding nog doeltreffend kan worden toegepast. Minder dwingende maatregelen als alternatieven voor detentie zullen wettelijk worden verankerd.

Een wetsontwerp om dit aanklampend terugkeerbeleid ten volle te kunnen uitvoeren, wordt dit jaar aan de Kamer voorgelegd.

Er wordt een alternatieve oplossing gezocht voor de problematiek waarbij vreemdelingen zonder wettig verblijf weigeren hun woning te verlaten. Een voorstel daartoe wordt aan de regering overgemaakt.

Ook de pilootprojecten voor opvang en oriëntatie van mensen zonder wettig verblijf blijven, hoewel op dit moment beperkt in scope en toepassing, een belangrijke aanvulling van de algemene implementatie van het aanklampend beleid. Ondertussen kon de concrete samenwerking van start gaan rond één project, er wordt hard gewerkt om dit verder uit te breiden in verschillende steden.

De good practices van het eerste pilootproject worden meegenomen in de uitwerking van de toekomstige projecten.

Ook voor transitmigranten in België blijven we de weg van begeleiding volgen. De wijzigingen in het beleid van het Verenigd Koninkrijk na brexit hebben duidelijk niet tot gevolg dat migranten niet meer wensen door te reizen. Nooit eerder trachtten zoveel mensen het kanaal over te steken in kleine bootjes, met alle risico's vandien.

Daarom blijven we inzetten op het informeren van transitmigranten. Intussen werken er 8 Reach Out-medewerkers bij Fedasil die op het terrein gaan om transitmigranten en andere personen zonder wettig verblijf te informeren. Er zijn de voorbije jaren tal van samenwerkingen opgericht om samen te werken met lokale besturen en middenveldorganisaties om de migranten zo goed als mogelijk te bereiken.

Om de uitwisseling tussen de DVZ, politie, parket en Fedasil te bevorderen zal de Coterwerkgroep Transitmigratie ook in 2023 verdergezet worden.

Het voorbije jaar werden er nauwe contacten over de problematiek onderhouden met de Franse, Britse, Nederlandse en Duitse autoriteiten. Dit resulteerde in

conclure des accords politiques avec les pays précités afin de faire face ensemble à cette problématique; les accords en question ont été repris dans la Déclaration de Calais et la Déclaration commune Belgique - Royaume-Uni. Cette année, j'ai l'intention de renforcer le dialogue stratégique existant. La problématique des petites embarcations sera gérée en collaboration avec nos pays voisins et les acteurs belges compétents, en accordant une attention accrue aux réseaux criminels de traite et de trafic d'êtres humains, à l'échange mutuel d'informations et aux partenariats opérationnels.

Etant donné que cette matière est étroitement liée aux compétences des ministres de la Justice et de l'Intérieur, je ne manquerai pas de les consulter à ce sujet.

Par ailleurs, le gouvernement a approuvé le Plan intégré d'infrastructure relatif au retour, un document important qui prévoit la création de trois nouveaux centres fermés et d'un centre de départ. Ce plan prévoit près de 400 places supplémentaires pour l'organisation des retours forcés et tient compte de la qualité de vie dans les centres fermés. La procédure d'appel d'offres pour le centre de départ à Steenokkerzeel est en cours, le projet de centre fermé à Jumet a été relancé après avoir été au point mort pendant des années; durant la semaine du 17 octobre débutera la rénovation du bloc 1 à Merksplas et nous prévoyons d'effectuer les rénovations nécessaires au centre fermé de Bruges en termes de qualité de vie, dans l'attente du nouveau centre fermé de Jabbeke qui devrait être prêt pour fin 2023 (en remplacement du centre fermé de Bruges).

Nous consentons d'importants efforts, avec l'Intérieur, pour renforcer la capacité des escorteurs de la LPA, c'est essentiel pour augmenter le nombre d'éloignements forcés réduire la durée de séjour en centre fermé.

Il est clair qu'une approche globale en matière de retour n'a jamais pris une telle forme.

Enfin, nous tendons, dans le cadre des négociations concernant le Pacte européen sur la migration et l'asile, vers une approche structurelle de la problématique complexe qu'est la transmigratie. La clé pour résoudre ce problème réside au niveau européen. Des mesures ont toutefois aussi été prises à l'échelle nationale, en coopération avec l'Intérieur et la Justice.

#### *Régularisation humanitaire*

La régularisation est et demeure une procédure exceptionnelle pour les personnes qui n'entrent pas en ligne de compte pour l'une des filières de migration

politieke afspraken met bovengenoemde landen om de problematiek samen te bestrijden, opgenomen in de Verklaring van Calais en de Belgisch-Britse Joint Declaration. Dit jaar wil ik de bestaande strategische dialoog versterken. De small boats problematiek zal in samenwerking met onze buurlanden en de bevoegde Belgische actoren worden bestreden door een verhoogde aandacht voor criminele mensenhandel- en mensen-smokkelnetwerken, wederzijdse informatie-uitwisseling en operationele samenwerkingsverbanden.

Gezien deze materie nauw aansluit bij de bevoegdheden van de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken zal ik niet nalaten om hier verder met hen over in overleg te gaan.

Daarnaast keurde de regering met het Geïntegreerd Infrastructuurplan Terugkeer een belangrijk document goed dat voorziet in de creatie van drie nieuwe gesloten centra en een vertrekcentrum. Goed voor bijna 400 bijkomende plaatsen voor de organisatie van de gedwongen terugkeer én met oog voor de leefbaarheid van de gesloten centra. De aanbestedingsprocedure voor het vertrekcentrum in Steenokkerzeel is volop lopende, het project van het Gesloten centrum te Jumet is opnieuw gelanceerd na jaren stilstand en in de week van 17 oktober start de renovatie van Blok 1 in Merksplas en voorzien we noodzakelijke renovaties aan het gesloten centrum van Brugge om dit leefbaar te houden in afwachting van het nieuwe gesloten centrum in Jabbeke, deze dient eind 2023 te zijn verworven (ter vervanging van het gesloten centrum in Brugge).

Met Binnenlandse Zaken werken we hard samen om de capaciteit van de escorteurs bij de LPA op te schroeven; een belangrijke noodzaak voor het opdrijven van het aantal gedwongen verwijderingen en het inkorten van de verblijfsduur in de gesloten centra.

Het mag duidelijk zijn dat een totaalaanpak voor het terugkeerbeleid nooit eerder zodanige vorm kreeg.

Tot slot streven we in het kader van de onderhandelingen over het Europees Asiel- en migratiepact naar een structurele aanpak voor de complexe problematiek van transmigratie. Het is op Europees niveau dat de sleutel tot de oplossing van dit probleem zich bevindt. Maar ook op nationaal vlak werden er, tezamen met Binnenlandse Zaken en Justitie, verschillende maatregelen genomen.

#### *Humanitaire regularisatie*

De regularisatieprocedure is en blijft een uitzonderingsprocedure voor personen die niet in aanmerking komen voor één van de bestaande legale migratiekanalen. Het

légales. Il s'agit d'une compétence discrétionnaire où les demandes sont traitées sur une base individuelle et évaluées au cas par cas. Aujourd'hui, la politique est humaine et elle le restera. Nous poursuivons les efforts en ce sens.

Il est donc primordial que les intéressés obtiennent rapidement une réponse claire à leur demande. Les délais de traitement des demandes de régularisation humanitaire sont actuellement trop longs. Il s'agit d'une de nos priorités: pour la première fois depuis longtemps, notre arriéré a en partie été résorbé en août de cette année, grâce à la mobilisation de personnel supplémentaire. Au cours des années à venir, l'Office des Étrangers continuera de déployer les efforts nécessaires pour résorber l'arriéré dans les meilleurs délais et atteindre un rythme de travail normal.

#### *Flux migratoires secondaires*

La situation actuelle en Belgique, mais aussi chez nos voisins, montre que l'ensemble du système d'asile est sous pression. Les personnes nécessitant une protection internationale doivent la recevoir, mais en suivant les règles européennes. Pour la moitié des demandes introduites en Belgique, les demandeurs ont déjà été enregistrés dans un autre État membre de l'UE qui est en principe compétent.

Il est important de bien surveiller l'afflux afin de prendre des mesures le plus rapidement possible pour limiter au maximum les flux secondaires.

Dans le but d'informer correctement les demandeurs de protection internationale au sujet des règles, de nombreuses campagnes ont été lancées l'an dernier sur les réseaux sociaux, par le biais de flyers, mais aussi en collaboration avec nos postes diplomatiques dans les pays d'origine. Ce travail sera suivi de près l'an prochain également.

L'été passé, le Centre Dublin a été créé en collaboration avec l'OE et Fedasil. Dans ce centre d'accueil ouvert, les personnes qui ont un hit Dublin sont accueillies et accompagnées. L'entretien Dublin a lieu au sein même du centre, quelques jours après l'arrivée des intéressés. La décision de transfert vers un autre État membre peut être suivie de près dans le centre, étant donné que tous les services compétents sont présents. Cette procédure nous permet de gérer les flux secondaires avec fermeté.

is een discretionaire bevoegdheid waarbij aanvragen op individuele basis worden behandeld en geval per geval worden beoordeeld. Het beleid is vandaag humanaan en dat zal zo blijven. De huidige koers wordt voortgezet.

Daarbij is het zeer belangrijk dat de betrokkenen vlug duidelijkheid krijgen over hun aanvraag. De behandelingstermijnen voor de aanvragen om humanitaire regularisatie zijn momenteel te lang. We zien dit als een prioriteit: door het inzetten van extra personeel daalde de achterstand voor het eerst sinds lange tijd in augustus van dit jaar. De Dienst Vreemdelingenzaken werkt het komende jaar hard verder om de achterstand zo vlug mogelijk weg te werken om tot een normale werkvoorraad te komen.

#### *Secundaire stromen*

De huidige situatie in België, maar ook in onze buurlanden toont dat het hele asielsysteem onder spanning staat. Personen met een nood aan internationale bescherming, moeten deze krijgen, maar moeten hier wel de Europese regels volgen. Voor de helft van de verzoeken die in België worden ingediend is eigenlijk een andere lidstaat van de Europese Unie bevoegd.

Het is belangrijk om de instroom goed te monitoren, zodat er snel maatregelen genomen kunnen worden om secundaire stromen verder te beperken.

Om verzoekers om internationale bescherming correct te informeren over deze regels werden het voorbije jaar heel wat campagnes op sociale media, via flyers en in samenwerking met onze diplomatieke posten in landen van herkomst opgestart. Ook het komende jaar zal dit van dichtbij opgevolgd worden.

De voorbije zomer werd het Dublincentrum gecreëerd in samenwerking met de DVZ en Fedasil. In dit open opvangcentrum worden personen met een Dublinhit opgevangen en begeleid. Het Dublininterview vindt plaats in het centrum zelf, enkele dagen na aankomst. De opvolging van de beslissing tot overdracht naar een andere lidstaat kan van dichtbij opgevolgd worden in het centrum, gezien de aanwezigheid van alle bevoegde diensten. Op deze manier pakken we secundaire stromen kordaat aan.

**Ligne de force 8: Lutter contre les abus, les menaces pour l'ordre public et les utilisations abusives**

Une politique d'asile et de migration humaine mais juste implique que les abus des procédures existantes soient sanctionnés sévèrement. Dans tous les domaines de l'asile et de la migration, nous nous engageons systématiquement à prévenir et à faire cesser ces abus. Il peut s'agir de demandes de protection internationale manifestement infondées, de l'obtention d'un visa d'étudiant uniquement pour se rendre légalement en Belgique, de mensonges sur le fait d'être mineur, etc.

Afin de suivre et de traiter les phénomènes de fraude de manière plus adéquate, un coordinateur de la fraude a été désigné à l'Office des étrangers. Ce coordinateur rassemble toutes les constatations de fraude et d'abus émanant des différents services de l'Office des étrangers, et examine les mesures susceptibles d'y remédier.

Cette démarche nous permet de mieux cerner les phénomènes auxquels nous sommes confrontés. Une mesure importante qui doit en découler concerne la sensibilisation et le soutien de nos partenaires et du citoyen ou de l'étranger.

Avec la ministre de l'Intérieur, une initiative a récemment été prise afin d'attirer l'attention des communes sur la nécessité d'un contrôle minutieux des documents qui sont soumis lors des demandes de séjour introduites par des citoyens de l'Union, pour lesquelles nous avons observé une augmentation des cas de fraude pendant la crise du coronavirus.

Une lettre commune adressée aux autorités locales souligne qu'elles doivent faire vérifier l'authenticité de chaque document d'identité d'un citoyen de l'Union par le service de police compétent. Les documents falsifiés seront signalés de manière centralisée afin de pouvoir détecter toute nouvelle pratique d'abus ou certaines filières.

Un formulaire d'évaluation est également en cours de préparation. Il doit aider les services de l'état civil à reconnaître plus rapidement et plus facilement les mariages et les cohabitations de complaisance.

Cette année, en ce qui concerne les mariages et les relations de complaisance ainsi que les reconnaissances frauduleuses, davantage d'informations sur les cohabitations ou les mariages éventuellement frauduleux et toute enquête sur une reconnaissance frauduleuse d'un enfant, seront immédiatement enregistrées et partagées par le biais du registre national, de sorte que tous les services, communes ou ambassades soient

**Krachtlijn 8: Misbruik, gevaar voor openbare orde, en oneigenlijk gebruik aanpakken**

Een humaan, maar rechtvaardig asiel- en migratiebeleid betekent dat misbruik van de bestaande procedures streng moet aangepakt worden. Op alle domeinen van asiel en migratie zetten we consequent in op het voorkomen en wegwerken van dit misbruik. Dit kan gaan om klaarblijkelijk ongegronde volgende verzoeken om internationale bescherming, het verkrijgen van een studentenvisum enkel om legaal naar België te kunnen reizen, het liegen over minderjarigheid, ...

Om de fraudefenomenen adequater te kunnen opvolgen en aanpakken werd binnen de Dienst Vreemdelingenzaken een fraudecoördinator aangesteld. Deze brengt alle vaststellingen rond fraude en misbruik van de verschillende diensten van de Dienst Vreemdelingenzaken samen en bekijkt welke maatregelen hieraan tegemoet kunnen komen.

Hierdoor krijgen we een beter zicht op de fenomenen waarmee we geconfronteerd worden. Een belangrijk vervolg dat hieraan dient te worden gegeven is het sensibiliseren en het ondersteunen van onze partners en de burger of vreemdeling.

Tezamen met de minister van Binnenlandse Zaken werd onlangs het initiatief genomen om de gemeenten te wijzen op de noodzaak van een gedegen controle van de documenten bij verblijfsaanvragen door Unieburgers waarvoor we tijdens de covidcrisis een toegenomen aantal fraudedossiers waarnamen.

In een gezamenlijke brief ten aanzien van de lokale besturen wordt erop gewezen dat ze elk identiteitsdocument van een Unieburger op echtheid moeten laten controleren door de bevoegde politiedienst. De vaststellingen van valsheid zullen centraal worden gemeld, zodat eventuele nieuwe praktijken van misbruik of bepaalde filières kunnen worden opgespoord.

Daarnaast stel ik een taxatieformulier op dat de diensten van burgerlijke stand moet helpen om schijnhuwelijken of schijnsamenwonen sneller en gemakkelijker te herkennen.

Wat betreft de strijd tegen schijnhuwelijken, schijnrelaties en schijnnerkenningen, wordt nog dit jaar meer informatie over mogelijk frauduleuze huwelijken of samenwonen, alsook elk onderzoek naar een frauduleuze erkenning van een kind, onmiddellijk ingeschreven en gedeeld via het rijksregister, zodat alle diensten, gemeentes of ambassades meteen op de hoogte zijn van vorige pogingen tot het aangaan van een dergelijke



immédiatement informées des tentatives précédentes d'établir une telle relation de complaisance. Un arrêté royal exposant cette réglementation a déjà été approuvé en Conseil des ministres et sera mis en œuvre dans les meilleurs délais.

### **Ligne de force 9: Activation et acquisition de compétences**

Dernier point, mais non des moindres, nous restons déterminés à activer les demandeurs de protection internationale. Pendant trop longtemps, leur vie a été inutilement mise en pause. Moins d'un an après le lancement du plan d'action, nous récoltons déjà les fruits de la politique menée et de nombreux demandeurs de protection internationale contribuent à combler la pénurie sur le marché du travail. Les demandeurs peuvent en effet commencer à travailler à partir de 4 mois et se montrent extrêmement motivés dans ce cadre.

Il est donc important de saisir cet élan et de procéder de manière structurelle afin d'activer au maximum les demandeurs de protection internationale, si ce n'est directement sur le marché du travail, du moins par le biais de cours de formation ou de bénévolat en vue d'une occupation sensée de la journée. C'est la raison pour laquelle nous travaillons sur plusieurs chantiers afin de soutenir les demandeurs de protection internationale et, par conséquent, de renforcer notre société tout entière.

Tout d'abord, un parcours d'accompagnement général est en cours d'élaboration et sera structurellement intégré au fonctionnement des centres d'accueil. Les priorités à cet égard sont claires: informer, former et accompagner. De cette façon, nous pourrions tirer pleinement parti du potentiel des résidents. Un cadre éthique a également été élaboré afin de garantir une relation correcte et de qualité entre l'employeur et le travailleur. Le soutien vis-à-vis de ce parcours est également important, comme en témoigne l'étroite coopération avec de nombreuses organisations de la société civile qui interviennent dans le processus. Avec nos partenaires sur le terrain, nous construisons un réseau d'apprentissage qui offre un soutien suffisant à tous ceux qui aident à préparer les demandeurs à s'impliquer dans la société. Ainsi, trois autres projets visant à réduire le fossé entre le marché du travail et le demandeur débiteront d'ici la fin de cette année.

En outre, le coaching individuel est l'un des éléments essentiels du parcours d'accompagnement général. De cette manière, nous pouvons orienter le demandeur – qu'il se trouve dans un centre d'accueil, une ILA ou ailleurs – vers la formation appropriée, un travail bénévole utile ou un emploi adéquat. Les projets pilotes qui sont actuellement menés à de nombreux niveaux nous

schijnrelatie. Een Koninklijk Besluit met deze regeling werd reeds op de Ministerraad goedgekeurd, en zal zo snel mogelijk worden geïmplementeerd.

### **Krachtlijn 9: Activering en Competentieverwerving**

*Last but not least*, blijven we inzetten op het activeren van verzoekers om internationale bescherming. Al te lang werd de pauzeknop van hun leven onnodig ingedrukt. Nog geen jaar na de lancering van het actieplan, plukken we reeds de vruchten van het gevoerde beleid en dragen tal van verzoekers om internationale bescherming hun steentje bij om de krapte op de arbeidsmarkt op te vullen. Verzoekers kunnen namelijk vanaf 4 maanden beginnen met werken en tonen zich daar ook massaal toe bereid.

Het is dan ook belangrijk om dit momentum te grijpen en structureel aan de slag te gaan om verzoekers om internationale bescherming maximaal te activeren, is het niet rechtstreeks naar de arbeidsmarkt, dan is het via opleidingen of vrijwilligerswerk naar een zinvolle dagbesteding. Daarom zetten we in op verschillende werven om verzoekers om internationale bescherming – en bijgevolg ook onze hele samenleving – te versterken.

Vooreerst wordt een algemeen begeleidingstraject uitgewerkt dat structureel ingebed zal worden in de werking van opvangcentra. De speerpunten hierbij zijn duidelijk: informeren, opleiden en toeleiden. Op die manier kunnen we ten volle het potentieel van de bewoners benutten. Daarnaast werd ook een ethisch kader uitgewerkt dat moet zorgen voor een correcte en kwaliteitsvolle relatie tussen werkgever en werknemer. Het draagvlak voor dit traject is ook groot, zo blijkt uit de intense samenwerking met tal van middenveldorganisaties die deel uitmaken van het proces. Samen met de partners op het terrein bouwen we een lerend netwerk waarbij er voldoende ondersteuning wordt geboden aan iedereen die meehelpt om de verzoekers voor te bereiden op hun deelname aan de samenleving. Eind dit jaar starten zo nog drie projecten om de afstand tussen de arbeidsmarkt en de verzoeker te verkleinen.

Daarnaast is individuele coaching een van de sluitstukken op het algemeen begeleidingstraject. Op die manier kunnen we de verzoeker – of hij zich nu in een opvangcentrum, LOI of elders bevindt – op maat toeleiden naar de geschikte opleiding, nuttig vrijwilligerswerk of een goede job. Momenteel lopen er op tal van niveaus pilootprojecten waar we een schat aan informatie kunnen

permettent de recueillir une multitude d'informations. Par la suite, l'objectif est à nouveau d'adopter ces bonnes pratiques et de les déployer de façon plus structurelle. Ainsi, nous renforcerons les initiatives existantes auprès des partenaires externes et conclurons des collaborations avec les administrations locales, par lesquelles nous nous engagerons conjointement à guider individuellement les demandeurs. Par ailleurs, un appel aux fonds européens sera lancé cette année pour recruter des coaches régionaux. Ils seront responsables des liens entre les demandeurs, les centres d'accueil, les partenaires extérieurs et le marché du travail.

Pour atteindre ces objectifs, des partenariats ciblés seront établis. Les services de l'emploi continueront donc à jouer un rôle important en tant que responsables du marché du travail. Nous voulons dès lors les impliquer pleinement dans notre politique d'activation. Nous renforcerons par conséquent encore les relations avec le VDAB, le Forem et Actiris et nous engagerons à assurer une coopération fluide et efficace entre les différents services.

Des partenariats ciblés sont également conclus avec de grandes organisations professionnelles et entreprises. L'été dernier, par exemple, un accord de coopération a été signé avec le secteur de la construction pour accompagner les demandeurs dans ce secteur. Des projets pilotes sont actuellement en cours dans les différentes régions, sur la base de cet accord. L'accord sert également de modèle pour de futures collaborations avec d'autres organisations professionnelles ou grandes entreprises. Aujourd'hui, des discussions sont par exemple en cours avec les secteurs de l'intérim, de l'hôtellerie et de la logistique, entre autres. D'autres actions seront également menées dans le cadre de l'économie sociale afin de créer une offre de qualité. C'est pourquoi, plus que jamais, nous nous associons à la société civile et aux organisations d'employeurs et de travailleurs.

Malgré les succès actuels, nous ne devons pas oublier qu'il s'agit d'un groupe cible vulnérable et que des obstacles peuvent se dresser en matière d'accès au marché du travail. Certains de ces obstacles peuvent être écartés en accord avec les employeurs, comme la mobilité, bien que cela ne soit pas toujours le cas. Pour ce qui est des autres obstacles, tels que la carte orange, les opérations bancaires et le logement, ils feront l'objet de discussions plus approfondies au sein de la Conférence interministérielle, afin d'aboutir à un plan d'action coordonné.

Pour parvenir à une politique basée sur des données probantes, nous appliquons le vieil adage "mesurer, c'est savoir". Un croisement structurel des bases de données en collaboration avec la Banque-carrefour de la Sécurité

opdoen. Vervolgens is het opnieuw de bedoeling om deze goede praktijken over te nemen en verder structureel uit te rollen. Zo zullen we bestaande initiatieven bij externe partners versterken en sluiten we samenwerkingen af met lokale besturen waarbij we gezamenlijk inzetten op het individueel begeleiden van verzoekers. Anderzijds wordt nog dit jaar een oproep met Europese middelen gelanceerd om regionale coaches aan te werven. Zij zullen instaan voor de connecties tussen verzoekers, opvangcentra, externe partners en de arbeidsmarkt.

Om deze doelstellingen te bereiken, worden gerichte partnerschappen afgesloten. Zo blijven arbeidsbemiddelingsdiensten een belangrijke rol spelen als regisseur op de arbeidsmarkt en willen we hen volop betrekken in ons activeringsbeleid. We versterken dus verder de relatie met VDAB, Forem en Actiris en zetten maximaal in op een vlotte en efficiënte samenwerking van de verschillende diensten.

Ook met grote vakorganisaties en ondernemingen worden gerichte partnerschappen afgesloten. Zo werd afgelopen zomer een samenwerkingsovereenkomst met de bouwsector ondertekend met het oog op het begeleiden van verzoekers in de bouw. In de verschillende regio's lopen nu pilootprojecten op basis van dit convenant. Dit akkoord dient vervolgens ook als blauwdruk voor verdere samenwerkingen met andere vakorganisaties of grote ondernemingen. Zo lopen er vandaag gesprekken met onder meer de interim, horeca en logistieke sector. Ook binnen de sociale economie zullen verdere acties ondernomen worden om een sterk aanbod te creëren. We slaan dus meer dan ooit de handen in elkaar met het middenveld, werkgevers- en werknemersorganisaties.

Ondanks de huidige successen mogen we niet vergeten dat het om een kwetsbare doelgroep gaat waarbij nog verschillende drempels tot de arbeidsmarkt kunnen bestaan. Sommige van deze drempels kunnen opgelost worden in overeenstemming met de werkgevers, zoals mobiliteit, al is dat niet steeds het geval. Wat andere drempels betreft, zoals de oranje kaart, bankzaken en huisvesting, zullen deze verder besproken worden binnen de Interministeriële Conferentie om tot een gecoördineerd actieplan te komen.

Om tot een evidence-based beleid te komen hanteren we het aloude adagium '*meten is weten.*' Een structurele kruising van databanken in samenwerking met de Kruispuntbank Sociale Zekerheid staat in de

sociale est en cours de réalisation afin de pouvoir suivre en temps réel, et ajuster le cas échéant, les réalisations de la politique d'activation. Une autre application de cet échange de données se trouve dans l'AR Cumul, que nous allons adapter. Ainsi, nous réduirons considérablement l'obligation de cotisation des demandeurs qui travaillent et pourrons assurer les mécanismes de contrôle nécessaires à cette fin. Une contribution juste et équilibrée, assortie d'un suivi approprié, est primordiale.

Bien que, compte tenu de la pénurie actuelle sur le marché du travail, l'accent ait été mis principalement sur l'emploi et l'accès au marché du travail, nous voulons également continuer à miser sur le soutien à la formation et au bénévolat. Tout le monde n'est pas prêt à accéder immédiatement au marché du travail. Pour ce groupe aussi, nous poursuivons nos efforts.

Les succès observés sur le terrain montrent que nous sommes sur la bonne voie. Les avantages d'une occupation sensée de la journée sont légion: le demandeur se sent utile et gagne en indépendance en percevant un revenu, les centres d'accueil sont désengorgés, l'ambiance devient plus conviviale et, enfin, la démarche contribue à notre société en aidant à soutenir nos entreprises. Tout le monde – des organisations d'employeurs aux organisations de travailleurs, en passant par les centres d'accueil et les demandeurs eux-mêmes – est enchanté par les mesures que nous prenons. Il est donc particulièrement important que nous saisissons cet élan et que nous contribuions ainsi à renforcer les aspects positifs de l'asile et de la migration, dans l'intérêt du demandeur de protection internationale et de la société dans son ensemble.

### **Conclusion**

Au début de son livre couronné d'un prix "Nieuw België. Een migratiegeschiedenis", l'auteur Tom Naegels invite le lecteur à se replonger dans son enfance, pas uniquement dans son environnement immédiat, mais aussi dans le monde qui l'a vu grandir à l'époque. Partant de cette réflexion, il est alors possible d'observer tout ce qui a changé depuis lors. Évidemment, les changements, petits ou grands, importants ou accessoires, sont innombrables. Nous ne vivons plus dans la même société. Que ce soit sur la plan politique, économique, social, technologique, éthique, ... La diversité accrue dans notre société n'est donc pas une évolution isolée. Elle s'inscrit dans une perspective plus large.

Entretemps, la Belgique est devenue une terre d'immigration. Comme tout changement majeur, cela présente de nombreux points positifs, mais pose également des défis. En tant que responsables politiques, nous

stijgers zodat we in real-time de verwezenlijkingen van het activeringsbeleid kunnen monitoren waardoor we kunnen bijsturen indien nodig. Een andere toepassing van deze gegevensuitwisseling kan men terugvinden in het KB Cumul dat we zullen aanpassen. Zo zullen we de bijdrageplicht van verzoekers die werken substantieel verlagen en kunnen we de nodige controlemechanismen daartoe verzekeren. Een faire en evenwichtige bijdrage met een gedegen controle staan daarbij voorop.

Hoewel de focus gezien de huidige krapte op de arbeidsmarkt voornamelijk uitging naar tewerkstelling en toeleiding tot de arbeidsmarkt, willen we ook blijvend inzetten op ondersteuning naar opleidingen en vrijwilligerswerk. Niet iedereen is onmiddellijk klaar om de arbeidsmarkt te betreden. Ook voor hen blijven we ons inspannen.

De successen op het terrein tonen dat we de juiste weg zijn ingeslagen. De voordelen van een zinvolle dagbesteding zijn legio: de verzoeker voelt zich nuttig en wint aan zelfstandigheid door een inkomen te vergaren, de opvangcentra worden ontlast, de sfeer wordt gemoeidelijker en tot slot draagt men een steentje bij aan onze samenleving door onze bedrijven mee te ondersteunen. Iedereen – van werkgevers- over werknemersorganisaties, tot de opvangcentra en de verzoekers zelf – maar dan ook iedereen is enthousiast over de stappen die we zetten. Het is voor mij dan ook bijzonder belangrijk dat we dit momentum grijpen en zo meebouwen aan de positieve aspecten van asiel & migratie, ten voordele van de verzoeker om internationale bescherming én van de gehele samenleving.

### **Tot slot**

Aan het begin van zijn bekroonde boek 'Nieuw België. Een migratiegeschiedenis' nodigt schrijver Tom Naegels de lezer uit om terug te denken aan zijn of haar jeugd. Maar dan niet enkel aan zichzelf en de directe omgeving, maar ook aan de wereld waarin men toen opgroeide. Vervolgens kan er nagegaan worden wat er sindsdien allemaal veranderd is. Ontegensprekelijk zijn er onnoemelijk veel zaken veranderd, kleine en grote, belangrijke en minder belangrijke. We leven immers niet meer in de samenleving van toen. Niet op politiek vlak, niet op economisch, sociaal, technologisch, ethisch, ... vlak. De toegenomen diversiteit in onze samenleving is dus geen opzichzelfstaande evolutie. Ze kadert in een bredere evolutie.

België is ondertussen een immigratieland geworden. Dat heeft veel positieve punten, maar stelt zoals elke grote verandering ook uitdagingen. Als beleidsmakers moeten we ons hier steeds van bewust zijn en met beide

devons toujours en être conscients. Avec les réformes structurelles que nous réalisons actuellement et les neuf lignes de force que nous utilisons, nous poursuivons le développement d'une politique correcte, humaine et transparente, qui permet une migration juste et contrôlée.

*La secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe  
à la ministre de l'Intérieur,  
des Réformes institutionnelles et  
du Renouveau démocratique,*

Nicole DE MOOR

aspecten omgaan. Dat doen we ook. Met de structurele hervormingen die we momenteel uitvoeren en de negen krachtlijnen die we hanteren, bouwen we verder aan een correct, humaan en transparant beleid waarlangs migratie op een rechtvaardige en gecontroleerde manier verloopt.

*De staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
toegevoegd aan de minister van Binnenlandse  
Zaken, Institutionele Hervormingen en  
Democratische Vernieuwing,*

Nicole DE MOOR